

fonction publique

numéro 234
juillet/août 2014
46^e année
paraît 6 fois par an

La boîte de Pandore

L'État et ses instances qui régulent la vie communautaire en promulguant des lois que chaque résident est, pour le maintien de la paix, censé respecter, doit – disons-le en toute simplicité – gérer la société en «bon père de famille». Ce père est quelqu'un qui veille au bon fonctionnement du foyer, prête l'oreille aux soucis de ses enfants et sait résoudre les problèmes de façon appropriée et à la satisfaction de tous, la vertu cardinale étant sans doute le sens de l'équité tant sur le plan moral que sur le plan matériel. La société ne peut s'épanouir que si l'État gère consciencieusement ce foyer de quelques centaines de milliers de personnes, en veillant notamment à ce que chacun puisse vivre dans des conditions décentes, jouir d'un domicile, d'un travail, de moyens financiers suffisants. Que cette réflexion ne représente point un appel du pied à l'adresse du gouvernement pour qu'il renonce à toute mesure d'épargne dans un contexte de crise (même si celle-ci est en train de se résoudre), est évident. La CGFP, consciente de la situation économique, a toujours témoigné du sens de responsabilité nécessaire et n'a jamais revendiqué l'impossible. En effet, le gouvernement luxembourgeois, dans sa démarche politique, doit tenir compte du bon fonctionnement de tout un pays et des personnes qui y vivent. La CGFP cependant, soucieuse du maintien de la paix sociale, doit veiller à ce que tout le monde soit traité de la même façon. S'il faut mettre la main à la poche, tout le monde doit y participer de la même manière. Mais c'est là où le bât blesse.

En effet, l'État assure encore une autre fonction, à savoir celle de patron de tout un groupe de fonctionnaires et employés. Aux yeux de la CGFP, il serait inadmissible qu'en sus des mesures qui vont être prises par le gouvernement pour assainir le trésor public, les agents de l'État soient appelés à y apporter une contribution supplémentaire. Dans le secteur privé,

bien des salariés ont réussi à négocier des accords certes modestes, mais acceptables quand même. Dès lors, on voit mal comment une entreprise pourrait exiger de ses travailleurs une obole supplémentaire pour rééquilibrer le budget de l'État. Or c'est bien cela que l'État patron s'apprête à faire; rappelons que les frais de «fonctionnement» ont déjà été revus à la baisse. Que l'on cherche à réduire les dépenses de nature purement matérielle (fournitures, infrastructure etc.), est compréhensible, mais il est plus que contestable de diminuer les indemnités touchées pour un travail bel et bien fait. Diminuer une telle rémunération – comme il a été décidé par le gouvernement passé et confirmé par le gouvernement actuel pour toute sorte de participation à des examens au sein de la fonction publique en général – revient à dévaloriser ce travail. Classer le travail humain sous la rubrique de «frais de fonctionnement» – mais quel mépris pour un travail honnêtement effectué! La CGFP n'acceptera pas que des sacrifices supplémentaires soient exigés des fonctionnaires et employés dans quelque secteur que ce soit!

Bien que nous nous approchions de la période estivale, synonyme de calme et d'oisiveté, il faudra rester sur ses gardes. En effet, le gouvernement est en train de mijoter toutes sortes de mesures afin de réduire les dépenses... et ceci essentiellement sur le dos des salariés en général et des agents de l'État en particulier – de sorte que ces derniers seraient mis à contribution deux fois. Le mythe de Pandore revient à l'esprit: Zeus, furieux que les hommes aient obtenu de Prométhée le bienfait du feu, pour les punir, leur envoya Pandore avec une boîte contenant tous les maux de la terre. Une fois ouverte, ils accablaient les pauvres mortels. Et bien, notre gouvernement actuel semble lui aussi, à la façon de Zeus, préparer ce même type de boîtes contenant toute une panoplie de maux, des mesures



Die Index-Frage hat erneut an Aktualität gewonnen: Dass die Regierung keinen Grund sieht, das Index-Modulationsgesetz aus dem Jahre 2012 über das Jahr 2014 hinaus zu verlängern und stattdessen zum altbewährten Index-Mechanismus zurückkehren möchte, kann auf CGFP-Seite nur begrüßt werden. Damit kommt die Dreier-Koalition einer ausdrücklichen Forderung der CGFP nach. Ungeachtet dessen konnte sich die CGFP zudem erfolgreich gegen die Einführung einer maximalen Index-Tranche oder einen Eingriff in die Zusammensetzung des Index-Warenkorbs durchsetzen. Wir verweisen auf unseren Bericht aus dem jüngsten CGFP-Nationalvorstand auf Seite 3 sowie auf unseren Beitrag „Zankapfel Index“ auf Seite 9 dieser Ausgabe. Darin erfahren wir, dass das Wettbewerbsargument, nämlich die Erkenntnis, dass die Belastung der Lohnkosten durch die Indexierung die relative Position der Luxemburger Arbeitgeber gegenüber ihrer ausländischen Konkurrenz belaste, nur für bestimmte Teile unserer Volkswirtschaft gelte: für unsere Exporteure und jene Sektoren, die von Importeuren bedroht seien. Für den Friseur aber oder das Restaurant und den Supermarkt und tausend andere Unternehmen treffe zu, dass alle Konkurrenten gleichstark von derselben Indexanpassung betroffen sind.

Dans ce numéro

CGFP aktuell Aus dem CGFP-Nationalvorstand	3	CGFP-Kindertagesstätte „Am Butzenascht“ Voraussichtliche Eröffnung im Oktober	11
Fünf nach zwölf Die Manipulationen der Lobbyisten	6-7	Le Luxembourg plus cher que la Grande Région Comparaison transfrontalière des prix	15
Zankapfel „Index“ Die ominöse Luxemburger Indexdebatte	9	CESI-Fachtagung Die Digitalisierung der Verwaltung	17

d'épargne et «d'austérité» destinées surtout à la Fonction publique. Veut-on se venger de nous, parce que nous avons, non pas volé le feu, mais tout simplement fait valoir notre droit à de meilleures conditions de travail et à une rémunération adéquate, alors qu'elle n'a pas bougé depuis plus de cinq ans? Il faudra se préparer à l'ouverture de ces boîtes de

Pandore réparties dans différents ministères et qui nous visent directement en tant que fonctionnaires et employés. Cet été sera différent des autres, car nous serons confrontés à de nouveaux défis: même si tout un chacun a droit au repos bien mérité, nous devons quand même rester vigilants pour ne pas être pris au dépourvu!

Claude HEISER

fonction publique

Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique **CGFP**

Éditeur: CGFP
488, route de Longwy,
L-1940 Luxembourg
Tél.: 26 48 27 27-1 – Fax: 26 48 29 29
E-mail: cgfp@cgfp.lu
Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30
La reproduction d'articles, même
par extraits, n'est autorisée qu'en
cas d'indication de la source.
Les articles signés ne reflètent pas
nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYÉ
P/S. 141



L'évasion est proche

LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP

**OUVERT
LE SAMEDI MATIN**



LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h

Index-Frage und Reformvorhaben

Aus dem jüngsten CGFP-Nationalvorstand

Dass die Regierung keinen Grund sieht, das Index-Modulationsgesetz aus dem Jahre 2012 über das Jahr 2014 hinaus weiterhin zu verlängern und stattdessen zum altbewährten Index-Mechanismus zurückkehren möchte, kann auf CGFP-Seite nur begrüßt werden. Im Vorfeld der Dreier-Gespräche vom vergangenen 25. Juni hatte sich die CGFP gleich mehrfach gegen eine Verlängerung ausgesprochen, weil es für sie – in Anbetracht einer recht niedrigen Inflation – schlicht keine Ursache dafür gegeben hätte. Ungeachtet dessen konnte sich die CGFP zudem erfolgreich gegen die Einführung einer maximalen Index-Tranche oder einen Eingriff in die Zusammensetzung des Index-Warenkorbs durchsetzen.

Dass die Gespräche zwischen Regierung und Sozialpartnern noch fortgeführt werden sollen, wird auf CGFP-Seite ebenfalls mit Genugtuung zur Kenntnis genommen. Es könne allerdings nicht angehen, dass die möglicherweise zu erwartenden Sparmaßnahmen ausschließlich zu Lasten der Lohn- und Gehaltsempfänger gingen, hieß es vor dem jüngsten CGFP-Nationalvorstand. Ebenso würden keinesfalls Sonderopfer auf Kosten der öffentlichen Bediensteten hingenommen. Vor dem Hintergrund des erneuten Wirtschaftsaufschwungs und zunehmender Staatseinnahmen stelle sich ohnehin die Frage, inwiefern zusätzliche Sparmaßnahmen überhaupt noch angebracht seien.

Auch erneuerte der CGFP-Nationalvorstand seine Haltung in Bezug auf das Wahlrecht für Nicht-Luxemburger bei den Nationalwahlen. Dabei wurde vor allem eins klar: Die CGFP ist keinesfalls gegen das Wahlrecht für Nicht-Luxemburger. Ihr geht es einzig und allein darum, dass diejenigen, die sich derart mit ihrer Wahlheimat verbunden fühlen und am politischen Geschehen teilnehmen wollen, auch bereit sind, sich für die Luxemburger Nationalität zu entscheiden,

Im Anschluss an den CGFP-Nationalvorstand nahm die CGFP-Exekutive vor einer Pressekonferenz Stellung zu aktualitätspolitischen Themen



und sei es über den Weg der doppelten Staatsbürgerschaft.

Hinsichtlich der Reformvorhaben im öffentlichen Dienst war zu erfahren, dass die Änderungsanträge der Dienstrechtsreform den für die öffentliche Funktion zuständigen parlamentarischen Ausschuss passiert hätten und demzufolge nun vom Staatsrat begutachtet werden könnten. Diese Änderungen an den Gesetzentwürfen waren bekanntlich notwendig geworden, nachdem der Staatsrat ein recht kritisches Gutachten mit mehr als 100 formellen Einwänden vorgelegt hatte. Auch die Beamtenkammer hatte das Vorhaben recht skeptisch betrachtet und in ihrer fundierten Analyse nicht mit Kritik an den vorgelegten Entwürfen gespart.

Nach offiziellem Timing, so verlautete es, dürften die Texte also noch vor Ende des Jahres von der Abgeordnetenversammlung verabschiedet werden. Dasselbe gelte auch für die in dem von der CGFP erzielten Gehälterabkommen enthaltenen Bestimmungen. Dazu zähl-

ten bekanntlich die Auszahlung einer Einmalprämie von 0,9 Prozent sowie eine Anpassung des Punktwertes um 2,2 Prozent.

In einem Schreiben an Wirtschaftsminister Etienne Schneider hat die CGFP ihre Verwunderung über angebliche Annäherungsversuche der Luxemburger Post an andere Partner des Finanzplatzes zur Reorganisation des Postscheckdienstes zum Ausdruck gebracht. Da quasi sämtliche CGFP-Mitglieder über ein Postscheckkonto verfügten, verfolge die CGFP diesen Prozess mit großer Aufmerksamkeit, hieß es. Allein schon, weil alle Staatsbediensteten ihr Gehalt über ihr Postscheckkonto beziehen, könne keine Verschlechterung der Kontobedingungen hingenommen werden. Auch wird in dem Schreiben auf die neuen SEPA-Bestimmungen aufmerksam gemacht (*SEPA steht für „Single European Payment Area“*), die beispielsweise bei der Erhebung der Mitgliedsbeiträge, auch für die CGFP-Fachverbände, zum Tragen kommen.

An den Wirtschaftsminister erging in diesem Zusammenhang der Appell, alles in seiner Macht Stehende zu tun, damit der Übergang zu den neuen SEPA-Normen ohne Mehraufwand oder zusätzliche Kosten sowohl für den Schuldner als auch für den Empfänger erfolgen könne.

Überhaupt kein Verständnis konnte der CGFP-Nationalvorstand aufbringen für die unlängst entfachte Polemik über die Öffnungszeiten der Verwaltungen am Pfingstdienstag. Erinnert wurde daran, dass mit sehr wenigen Ausnahmen auch in der Vergangenheit schon sämtliche staatliche Behörden an diesem Tag erreichbar gewesen seien. Wenn auch mit einem niedrigeren Personalbestand gearbeitet worden sei, habe man stets großen Wert darauf gelegt, den Dienst am Bürger auch an diesem Tag aufrechtzuerhalten. Die große Aufregung der vergangenen Tage jedenfalls entbehre jeglicher Grundlage, schlussfolgerte der CGFP-Nationalvorstand.

s.h.

CESI und ILO

Engere Beziehungen angestrebt

Am Rande der diesjährigen Arbeitskonferenz der Internationalen Arbeitsorganisation ILO („International Labour Organization“) in Genf trafen die beiden luxemburgischen CESI-Vertreter Romain Wolff und Claude Heiser mit Maria Héléna André, Direktorin des ILO-Büros für Arbeitnehmerfragen (ACTRAV), zusammen. Die Internationale Arbeitskonferenz tritt einmal im Jahr in Genf zusammen und versammelt Arbeitnehmer-, Arbeitgeber- und Regierungsdelegierte der 185 Mitgliedstaaten der ILO. Die Internationale Arbeitsorganisation ihrerseits gilt als eine Sonderorganisation der Vereinten Nationen und ist zuständig für die Formulierung und Durchsetzung internationaler Arbeits- und Sozialstandards. Die weltweit geltenden Mindeststandards sollen die Rechte bei der Arbeit und damit menschenwürdige Arbeit für alle Menschen auf der Welt sicherstellen.

Die CESI, als Dachverband von unabhängigen europäischen Berufsverbänden, vertritt mittlerweile die Interessen von mehreren Millionen Arbeitnehmern aus ganz Europa und ist zudem anerkannte Sozialpartnerin im europäischen Sozialdialog. An deren Spitze steht seit Dezember 2012 CGFP-Generalsekretär Romain Wolff als Vorsitzender.

Bei dem Gespräch in Genf ging es in erster Linie um eine engere Kooperation zwischen CESI und ILO und einer stärkeren Einbindung der CESI in die Arbeiten, insbesondere des Büros für Arbeitnehmerfragen. Es soll allerdings nicht bei einer ersten Kontaktaufnahme bleiben. Angestrebt wird vielmehr ein kontinuierlicher Austausch zwischen beiden Organisationen.

Unser Bild zeigt die beiden luxemburgischen CESI-Vertreter, Romain Wolff und Claude Heiser, mit Direktorin Maria Héléna André.

s.h.



<http://www.cgfp.lu>

Search



Visitez notre site Internet:

www.cgfp.lu



*sécher*REESEN

Är permanent Reesversécherung.



Monde
de sécurité
Bâloise

Kontaktéiert eis a profitéiert vun de
spezielle Konditiounen fir CGFP Memberen.

Mir maachen Iech méi sécher.
Votre sécurité nous tient à cœur.
www.cgfp-assurances.lu

CGFP
Assurances

16, rue Érasme
L-1468 Luxembourg
tél.: +352 27 04 28 01
info@cgfp-assurances.lu

StandPunkte

Wie schnell doch die Zeit vergeht: Vier Jahre ist es nunmehr her, dass die beim gerade stattfindenden Turnier in Brasilien schon längst ausgeschiedene spanische Nationalmannschaft Fußballweltmeister wurde oder dass sich, ein Jahr später, zwei Luxemburger Radprofis auf dem Podium der 2011^{er} Ausgabe der jetzt wieder laufenden Tour de France wiederfanden.

Doch nicht genug damit: Auch im gewerkschaftlichen Bereich sind es jetzt schon fünf Jahre her, dass die Gewerkschaftsbewegung im öffentlichen Dienst im Laufe des Jahres 2009 ihren 100. Geburtstag feiern konnte, Gewerkschaftsbewegung, deren Nachfolge die CGFP im Jahr 1967 erfolgreich antrat.

Da man ja bekanntlich die Feste so feiern soll wie sie fallen, wird auch die diesjährige CGFP-Vorständekonferenz am 8. Dezember zum 105. Geburtstag eine der besonderen Art werden.

Doch bis dahin bleiben noch einige Monate, die wohl alles andere als langweilig zu werden scheinen. Ganz aktuell sind ja momentan die von der jetzigen Regierung mit den Sozialpartnern begonnenen Gespräche betreffend die Indexierung der Gehälter und Pensionen. Wir erinnern uns: Dieser im öffentlichen Dienst im Jahre 1921 erzielte gewerkschaftliche Erfolg stellte damals einen wesentlichen Durchbruch in der Gewerkschaftsarbeit unserer Vorgänger dar, den es auch noch heute ohne Wenn und Aber zu verteidigen gilt. Insbesondere aus diesem Grund hat sich die CGFP von Anfang an klar und deutlich gegen einen gedeckelten Index sowie einen willkürlichen Eingriff in den Warenkorb stark gemacht und ihrer Forderung Nachdruck verliehen, dass nach Auslaufen, Ende dieses Jahres, des 2012 vom Parlament verabschiedeten „Indexmanipulationsgesetzes“ der ursprüngliche Indexmechanismus wieder voll spielen sollte.

Der erst kürzlich von der Regierung vorgelegte Entwurf eines diesbezüglichen Abkommens, welches gleich bei Bekanntwerden von der Arbeitgeberseite beanstandet wurde, trifft auf die Zustimmung der CGFP, gibt es doch aufgrund der niedrigen Inflation keinen triftigen Grund, die Modulation fortzusetzen.

Dennoch wird es nach den Sommerferien zur ersten großen Nagelprobe für die neue Regierung kommen, und zwar dann, wenn es darum geht, den Haushaltsentwurf für das Jahr 2015 zu finalisieren. Die für Anfang September von der Regierung beabsichtigten Gespräche mit den Sozialpartnern kündigen sich alles andere als einfach an, geht es doch um mit Hilfe externer, privater Beraterfirmen mitausgedachte Sparmaßnahmen, die in einem Moment immer deutlicherer Anzeichen eines konjunkturellen Wirtschaftsaufschwungs, welcher in Luxemburg weit über jenem unserer Nachbarländer liegt, kommen.

Herbstliche Nagelprobe



Romain Wolff,
CGFP-
Generalsekretär

Gerade in einem Moment, in dem die finanzielle Lage des Staates alles andere als dramatisch ist, wäre die Regierung gut beraten, mit viel Fingerspitzengefühl an die Aufgabe heranzugehen. Es darf auf keinen Fall zu exzessiven, einseitigen Sparmaßnahmen kommen, schon gar nicht auf Kosten der Lohnempfänger und Haushalte, die ja bekanntlich die Hauptleidtragenden der zum 1. Januar 2015 angekündigten Mehrwertsteuererhöhung, einer unsozialen, indirekten Steuer, sein werden.

Führt man sich darüber hinaus vor Augen, dass im Bereich der direkten Steuern heutzutage mehr als zwei Drittel des Steueraufkommens auf die Einkommenssteuer der Lohnempfänger entfallen, kann und darf gerade hier keine weitere Belastung entstehen.

Die staatlichen Generalkonten des Jahres 2013 liegen vor. Sie weisen eine merkliche Verbesserung der ordentlichen Staatseinnahmen aus. Aus all diesen vorgenannten Gründen wird die CGFP bei den anstehenden Gesprächen tunlichst darauf achten, dass sich das Steueraufkommen nicht noch weiter zu Ungunsten der privaten Haushalte verschiebt und es nicht zu Sonderopfern der Staats- und Gemeindebediensteten kommt.

Auch das im Jahre 2011 mit der damaligen Regierung ausgehandelte und, infolge der Krise mit dem Einverständnis der CGFP daraufhin um zwei Jahre nach hinten verschobene Gehälterabkommen, das für 2014 eine durchaus bescheidene Einmalprämie von 0,9% sowie zum 1. Januar 2015 eine lineare Aufbesserung von 2,2% der Löhne und Gehälter im öffentlichen Dienst vorsieht, muss jetzt ohne weitere Verzögerung umgesetzt werden.

In Anbetracht der bestehenden Probleme und der im März 2015 anstehenden Berufskammerwahlen wird eine starke, zielstrebige, respektierte, politisch neutrale und vor allem eine auf nationalem Plan repräsentative Gewerkschaft wie die CGFP eine ist gerade zum jetzigen Zeitpunkt ganz besonders gebraucht.

„Der Bürger steht über dem Rat und dem Parlament“. So stand es im „Luxemburger Wort“ vom 26. Juni 2014 zu lesen. Eine kräftige Aussage von Premierminister Xavier Bettel, die man nicht nur begrüßen, nein, die man mit beiden Händen unterschreiben kann. Hoffentlich gerät sie nicht in Vergessenheit bei den Verhandlungen der EU mit den USA über das geplante „Transatlantische Handels- und Investitionspartnerschafts-abkommen“, kurz TTIP, das die Regierung in einer Antwort auf eine parlamentarische Anfrage des Abgeordneten Justin Turpel verteidigt.

Das TTIP soll für die Wirtschaft absolut notwendig sein, um die Wettbewerbsfähigkeit zu verbessern und somit die Profite weiter zu steigern, und beinhaltet insbesondere Sonderrechte für internationale Konzerne! Wo aber bleibt die soziale Dimension des Abkommens? Soweit man dies nur erraten kann, gibt es diese nicht, weil Profite meistens nur auf den Schultern der Angestellten erwirtschaftet werden. Dies wird auch der Grund sein, weshalb die Verhandlungen im Geheimen geführt werden, damit keine unnötige Unruhe unter der Bevölkerung aufkommen soll. Dies ist den Strategen aber nicht so recht gelungen und die Geheimhaltung kann sich recht schnell als Boomerang erweisen. Die Befürworter des TTIP sind in einer Zwickmühle, die Geheimverhandlungen geben Anlass zu allmöglichen Spekulationen und Transparenz würde wahrscheinlich eine noch größere Opposition hervorrufen, könnte man sich hier auf Fakten und nicht nur auf Spekulationen stützen.

Soweit jetzt bekannt, birgt das TTIP eine größere Anzahl von Gefahren in sich, im Umwelt- und Verbraucherschutz, im sozialen Bereich und letztendlich eine Aushöhlung oder Untergrabung unserer Demokratie und unseres Rechtswesens.

- Bekanntlich wird in den USA der Umweltschutz sehr lässig behandelt, insbesondere, wenn die Meinung vorherrscht, dass Wirtschaftsinteressen gefährdet würden. Seit Jahren werden bei internationalen Konferenzen zum Thema Umweltschutz, u.a. auch von den USA, dem Umwelt-, insbesondere dem Klimaschutz dienende Maßnahmen beharrlich auf dem Altar des Profites geopfert.
- Des Weiteren besteht die Gefahr, dass die Gesundheit der Menschen dadurch gefährdet wird, dass die wesentlich strengeren europäischen Mindestverbraucherstandards aufgeweicht werden. In den USA werden sowohl gentechnisch veränderte Pflanzen angebaut als auch mit Wachstumshormonen belastetes Fleisch produziert und gelangen so in die Nahrungskette, obschon eventuelle negative Auswirkungen auf Leben, Gesundheit und Umwelt nicht gänzlich erforscht sind. Positive Bewertungen findet man lediglich bei den Unternehmen, wie Monsanto, welche diese erstellen, und kritische Studien von unabhängigen Instituten werden beflissentlich unterdrückt.
- Alle möglichen Dienstleistungen sollen liberalisiert werden, also auch die öffentlichen. Die Auswirkungen solcher Liberalisierungstendenzen werden uns heute bereits täglich vor Augen geführt. Beispiel Post: Hier wird Outsourcing betrieben, die Briefträger, deren Beruf mehr darstellte als das einfache Zustellen von Briefen und Paketen und somit auch eine soziale Dimension beinhaltete, werden durch Billiglohnarbeitnehmer abgelöst. Den Dienst an der Gesellschaft, den älteren Mitbürgern, den sozial Ausgegrenzten usw., wird ebenfalls auf dem Altar des Profits geopfert. Es stellt sich die Frage, ob durch den Wegfall dieser Dienstleistung nicht mehr Schäden und Kosten in unserer Gesellschaft entstehen als die Post Mehreinnahmen generiert.
- Außerdem darf man nicht außer Acht lassen, dass die sozialen Absicherungen in den USA weit ungünstiger sind als die europäischen.
- Befürchtungen, dass die demokratischen Prinzipien ausgehebelt werden, sind nicht unberechtigt. Es soll ein „Rat für regulatorische Kooperation“ geplant sein, der be-

Über dem Rat und dem Parlament



Camille M.
Weydert,
CGFP-Vize-
präsident

wirken soll, dass die amerikanischen und europäischen Behörden im Vorfeld über neue Gesetze konzertieren sollen und dies unter einem gewissen Mitspracherecht der Wirtschaft. So könnten Gesetzentwürfe bereits ehe sie ins Parlament gelangen im Papierkorb landen. Weiter soll man bedenken, dass die USA beharrlich ihre gerichtlichen Kompetenzen auf andere Länder ausdehnen, indem ihre Gesetze vorsehen, dass die Texte auch dort Anwendung finden. Weiter soll den Unternehmen die Möglichkeit gewährt werden, was heute bereits beschehen ist, gegen ONGs, ja sogar gegen Regierungen zu klagen. Zu welchen Horrorszenarien dies führen kann, zeigt eine Klage von Philipp Morris gegen den Staat Australien auf Schadensersatz, weil die vor Jahren weniger strengen Gesetze betreffend das Rauchen sie zu Investitionen verleitet hätten, die durch die neuen, strengeren Gesetze die Rentabilität dieser Investitionen verringert hätten. Welche Lehren werden die Atomlobby und andere hieraus ziehen? Welche Einflüsse kann dies auf gewerkschaftliche Kampfmaßnahmen haben?

Die USA haben ein Freihandelsabkommen mit Mexiko unterzeichnet, das 1994 in Kraft trat. Durch dieses Abkommen erhielt die amerikanische Agrarindustrie die Möglichkeit, ihre Produkte zu Dumpingpreisen nach Mexiko zu liefern und entzogen so zigtausenden mexikanischen Kleinbauern die Lebensgrundlage. (youtube „das nordamerikanische Freihandelsabkommen NAFTA“).

Soweit einige Befürchtungen und Ängste, die sich aus einem eventuellen TTIP-Abkommen ergeben. Die Wirtschaft beeinflusst die Verhandlungen massiv, nicht umsonst tummeln sich angeblich 50.000 Lobbyisten in Brüssel, um den Einfluss der Wirtschaft auf die Politik zu gewährleisten.

Schlussfolgernd sei gesagt, dass das TTIP viele Gefahren für unsere Gesellschaft, unser Rechtssystem, unser Demokratieverständnis, unsere Sozialbereiche und vor allem die Gesundheit und den Naturschutz in sich birgt. Nicht umsonst ist die luxemburgische Zivilgesellschaft aufgebracht und steht dem eventuellen Abkommen kritisch gegenüber, insbesondere, weil es im Geheimen, ohne Transparenz verhandelt wird. Außerdem ist nicht abzusehen, inwiefern die Möglichkeit nach den Verhandlungen besteht, noch Änderungen an den Texten vorzunehmen. Aus all diesen Gründen ist zu hoffen, dass unser Staatsminister zu seinen Worten steht: „Der Bürger steht über dem Rat und dem Parlament“.



LE DEPOT A TAUX PROGRESSIF
Fidélité récompensée !

Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775
www.bcee.lu tél. (+352) 4015-1


SPUERKEESS
Äert Liewen. Är Bank.

Fünf nach Zwölf

Wirtschaftsfrühling und Klingeln in der Kasse

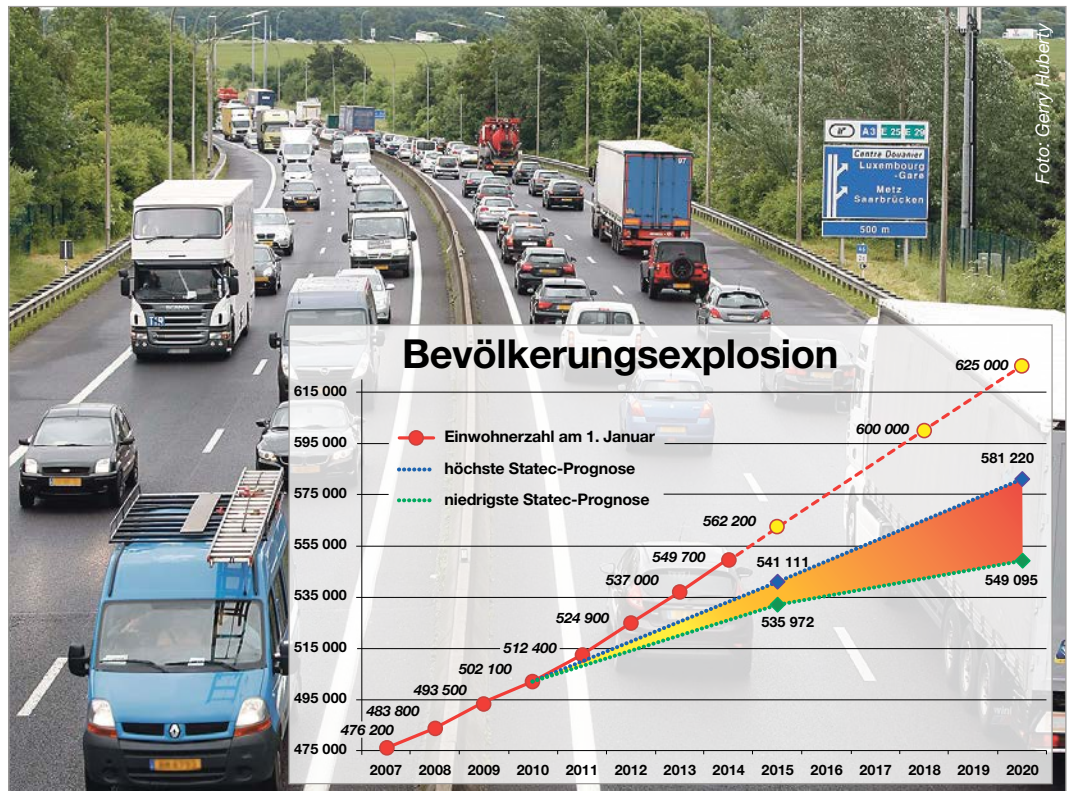
Zumindest in unserem Land und in unserem Teil Europas mehrten sich die Zeichen eines konjunkturellen Aufschwungs und einer neuen Nachkrisen-Normalität. Mit dieser aber tut sich die Politik offensichtlich schwer. Weil die jüngsten günstiger gewordenen Zahlen in starkem Kontrast zu den pessimistischen Prognosen und zur vorherrschenden Lageeinschätzung stehen, werden sie amtlich nicht wahrgenommen, sondern verdrängt.

Lag die alte Regierung bei den Staatsfinanzen falsch, so liegt die neue offensichtlich noch falscher. Dass die konkrete Lage bisher nicht korrekt eingeschätzt wurde, das wird nach und nach deutlicher. Doch verbesserte Situation hin oder her, die Regierung bleibt auf dem Kurs von letztem Jahr, weil sie die kollektive Fehleinschätzung nicht eingestehen will.

Bei der Wirtschafts- und Finanzpolitik wird der Ton weiterhin vorgegeben durch die Vordenker aus den Reihen der Lobbyisten, die schon bei den Koalitionsverhandlungen mit am Tisch saßen. Auch die konkrete Ausführung der politischen Entscheidungen wird zunehmend externen Beraterfirmen anvertraut.

Das profunde Misstrauen vor den Staatsbeamten, dem dieser Kurs zu Grunde liegt, ist die Konsequenz einer jahrelangen Kampagne, in der die Staatsdiener als träge, nicht dynamisch und inkompetent hingestellt werden, bestenfalls tauglich als gefügige Schwiegersöhne.

Obschon es nun bereits nach zwölf Uhr ist, verbleibt man bei den „Fünf-vor-Zwölf“-Rezepten des organisierten Patronats. Dabei bleibt der gesunde Menschenverstand auf der Strecke, wie viele Beispiele es belegen.



Politik überrollt von demographischer Dynamik

Am 1. Januar zählte das Land 549.680 Einwohner oder +12.641 mehr als zwölf Monate zuvor, was einem Jahreszuwachs von +2,4% entspricht. Offensichtlich werden es Ende 2017 rund 600.000 und Anfang 2020 rund 625.000 Einwohner sein. Eine Bevölkerungsexpansion, die man wohl als Bevölkerungsexplosion bezeichnen muss.

Der Wachstumstrend ist seit Jahren ungebrochen, nur hat er sich seit Krisenbeginn beschleunigt. Die Politiker aber haben diese Entwicklung nicht erkannt und weigern sich auch weiterhin beharrlich, den neuen Erfordernissen Rechnung zu tragen. Dies beweist die derzeitige Verlangsamung der Infrastruktur-Investitionen, eine hartnäckige Uneinsichtigkeit, die man leider heute wie gestern als fraktions- und parteiübergreifend bezeichnen muss.

Die rasante Entwicklung des Landes übersteigt auch die Vorstellungskraft

der amtlichen Experten. Findet man doch tatsächlich in den im Herbst 2010 veröffentlichten „Projections socio-économiques 2010-2060“ mehr als zögerliche Voraussagen zur Bevölkerung des Landes. Je nach Szenario erwartet die Regierung zwischen 532.000 und 542.000 Personen im Jahre 2015, während wir nun wissen, dass es tatsächlich etwa 562.000 sein werden. Für 2020 prophezeite man 549.000 bis 581.000 Einwohner, während der heute festgestellte Trend uns zu 625.000 Personen hinführen wird.

Auch bezüglich der Grenzgänger sieht diese Vorausschau, welche immerhin die offizielle Basis für die politische Zukunftsplanung liefert, nur dreieinhalb Jahre nach ihrer Veröffentlichung mehr als überholt aus. Den fast 163.000 Pendlern von heute stehen in der Statec-Fortschreibung nur 134.000-146.000 Grenzgänger im Jahre 2015 gegenüber und 112.000-169.000 im Jahre 2020.

Täglicher Verkehrsinfarkt, unzureichende Räumlichkeiten im Schulbereich, monströse Wartezeiten im Spitalwesen, generelle Wohnungsnot und Hyperinflation bei den Neuwohnungen: All dies sind keine Strafen Gottes und keine unvermeidbaren Fatalitäten. Sie sind nur die unweigerliche Folge von Fehleinschätzungen und falscher Politik seitens der Regierung(en), ihrer Mehrheit(en) wie auch der (jeweiligen) Opposition.

Budgetpolitisch hören sie alle auf das Spargesäusel der Austeritäts-Befürworter. Andererseits bringt niemand den politischen Mut auf, unsere Förderung eines rapiden Wirtschaftswachstums in Frage zu stellen. Wer aber diese Strategie impliziert mitträgt, der hat ehrlicherweise das Recht aufzugeben, dieselbe zu sabotieren, indem er die konkreten Voraussetzungen dazu (mehr Verkehrswege, mehr Wohnraum, mehr Gewerbezone, etc.) zu verhindern versucht.

Unsere Politik ist schizophren: Die Minister ziehen um die Welt, um Investoren anzulocken, kümmern sich aber nicht um den daraus resultierenden Verkehrskollaps. Schon zieht mit Kabam ein erstes prominentes Internet-Unternehmen nach Berlin, ausdrücklich weil bei uns die Mieten für die Mitarbeiter unerschwinglich sind. In Luxemburg ist das Wohnen teurer als in Weltmetropolen.

Und nun verteuert die Regierung auch noch mit ihrer diskutablen TVA-Politik aktiv den Bau von Mietwohnungen, und sie stampft gleichzeitig die Pläne für eine Drei-Spuren-Autobahn ein. Ein politisches Mandat für einen derartigen Unfug hat das Volk ihr nicht erteilt.

Es ist bereits Fünf nach Zwölf, nur ist dies noch nicht auf der politischen Ebene angekommen. Da schwören manche noch auf Fünf-vor-Zwölf.

Konjunkturelle Wiederbelebung verändert die Lage

Im April 2014 lag die Beschäftigtenzahl in Luxemburg um +9.800 Personen höher als 12 Monate zuvor, mit +4.700 zusätzlichen Grenzgängern und +5.100 weiteren gebietsansässigen Aktiven. Das sind durchschnittlich 800 neue Jobs netto im Monat.

Das reale Wirtschaftswachstum in Luxemburg erreichte letztes Jahr +2,1% des Bruttoinlandsproduktes (BIP), gegenüber +0,4% in Deutschland, +0,2% in Frankreich und -0,4% durchschnittlich in der Eurozone. Für 2014 erwartet man real +2,9% in Luxemburg, +1,8% in Deutschland, +1,0% in Frankreich und +1,2% im Euroland. Im Zeitraum 2016 bis 2018 soll das reale Wachstum der Luxemburger Wirtschaft nach Statec-Prognose immerhin beachtliche +3,7% erreichen.

Zwar ist Luxemburg genau wie seine Nachbarn heute noch unter dem Langzeittrend der Vorkrisenjahre, was aber vor allem ein konjunktureller Umstand ist, geschuldet der anhaltenden Nachfragschwäche im südlichen Europa. Den Erhalt unserer fundamentalen strukturellen Stärken dagegen belegt die Tatsache, dass unser Wachstum zweimal schneller ist als der europäische Durchschnitt, nach der Krise wie vor der Krise.

Die Cassandra-Rufe der Patronats-Lobbyisten über eine schrumpfende Produktivität und die bedrohte

Wettbewerbsfähigkeit des Landes, ausgestoßen, um die verlangten Austeritätsmaßnahmen zu erzielen, beruhen auf falschen Analysen, ideologischen Thesen und eigennütziger Propaganda. Die Patronatsbehauptungen werden klar von den jüngsten Fakten widerlegt.

So sind seit Ausbruch des Krisenbeginns hierzulande 44.000 zusätzliche Arbeitsplätze entstanden, seit 9 Jahren 88.000. Dies geschah doch wohl nicht, weil das Umfeld unternehmensfeindlich, die betriebliche Steuerbelastung erdrückend und die Besoldungslage exorbitant wären?

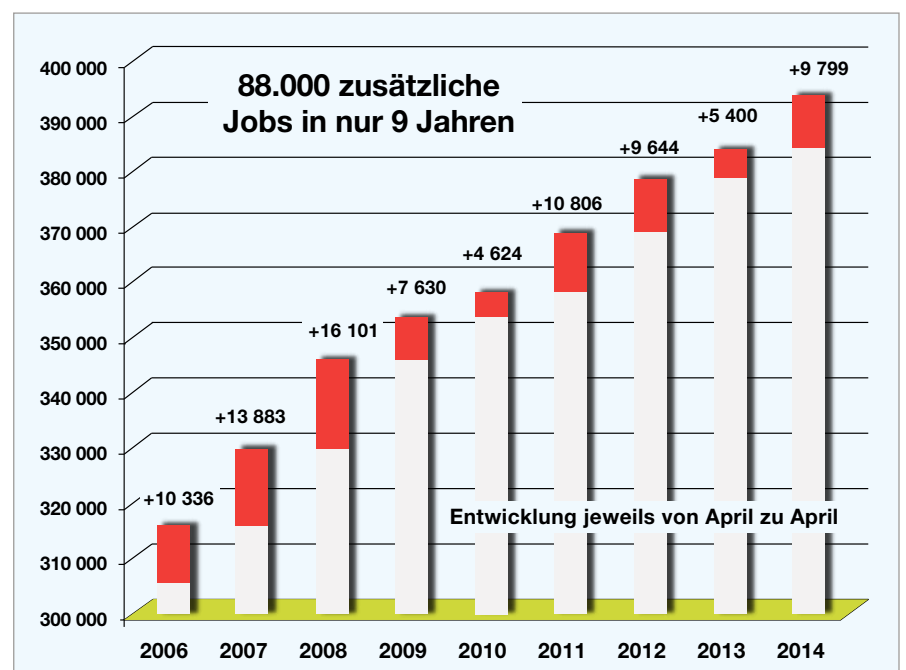
An der politischen Front aber verhinderte, angesichts der Wühlarbeit von Fedil und ABBL, nur der resolute Widerstand der Gewerkschaften und vor allem der CGFP die geforderten exzessiven Sparmaßnahmen und politischen Fehlentscheidungen, wie erneute Indexmanipulationen und Lohnkürzungen für den öffentlichen Dienst.

Was die Faktenlage angeht, besonders hinsichtlich der Wettbewerbsfähigkeit der Export-Unternehmen und der Gesundheit der Staatsfinanzen, so unterlassen es die meisten Politiker, die propagandistischen Thesen kritisch zu hinterfragen und sich an Hand der Original-Zahlen eine eigene Meinung zu bilden.

Kritiklos übernehmen Medien und Parlamentarier die Theorien von Lobbyisten, nicht zuletzt bezüglich der angeblich verlotterten Staatsfinanzen, der angeblich extremen Staatsverschuldung und der angeblich ausweglosen mittelfristigen Lage der Sozialversicherungen. Selbstverständlich kann man alle diese scheinbaren Weisheiten nachlesen in wohlformulierten und

professionell gestalteten Studien. Diese Machwerke aber wurden von Lobbyisten bestellt, bezahlt und verbreitet.

Die neuesten Zahlen über die tatsächliche Entwicklung unserer Wirtschaft und unseres Staatshaushalts in den letzten Jahren und Monaten widerlegen die Prophezeiungen der Mammon-Hohepriester.



Strukturelle Stärke kommt zum Tragen

Tatsache ist, dass die Luxemburger Wirtschaft in den Jahren 2009 bis 2013 einen Leistungsbilanzüberschuss von über 13 Milliarden Euro erwirtschaftet hat. Diesen Betrag hat Luxemburg netto mehr produziert als verbraucht. Doch die interessierten Sparfanatiker überzeugen weiterhin die Presse und das Parlament, wir würden weit über unsere Verhältnisse hinaus leben. Die entsprechende Fedil- und ABBL-Propaganda ist so allgegenwärtig, dass die öffentliche Meinung ihr teilweise Glauben schenkt.

Seit Dezember 2008, dem Ausbruch der Finanzkrise, wurden in Luxemburg 44.000 zusätzliche Jobs geschaffen. Die Politiker jedoch bedauern zusammen mit den Patronatsvertretern die gesunkene Produktivität und die verlorene Wettbewerbsfähigkeit des Landes und sie lassen sich überzeugen von der Notwendigkeit drastischer steuerlicher und sonstiger Anstrengungen, welche das schaffende Volk zu schultern habe, damit das Land aus dem vorgeblich enormen Krisenloch herauskomme.

Dass wir schneller und stärker die Krise überwunden haben als die meisten unserer europäischen Konkurrenten, liegt offensichtlich daran, dass seit Ausbruch der Finanzkrise äußerst intensiv

an einer Diversifizierung unserer exportorientierten Dienstleistungen gearbeitet wurde, vor allem an der Verbreiterung des Finanzsektors und des Informations- und Kommunikationsbereichs, sowie bei der Entwicklung der Domizilierungs-Geschäfte und der Logistikbranche.

Im Jahr 2013 verbesserten sich die ordentlichen Staatseinnahmen erneut recht deutlich gegenüber dem Vorjahr, erreichten einen neuen historischen Höchststand und lagen klar über den im Haushaltsgesetz für 2013 eingeschriebenen Erwartungen. Damit hat sich der Ertrag an Steuern und sonstigen laufenden Einnahmen in nur 4 Jahren um +2.550 Millionen Euro oder um +29% erholt. Diese Ergebnisse widerlegen das jahrelange Defizitgejammer und die reißerischen Ankündigungen von riesigen Budgetlöchern, die in der Folge nie eingetroffen sind.

Mehr Einnahmen bedeuten auch ein reduziertes Haushaltsdefizit. Es wurde uns ein finanzielles Riesendesaster an die Wand gemalt, damit man sich später als politische Superhelden feiern kann, welche die angekündigte, vermeintliche Katastrophe erfolgreich abgewendet haben. In Wirklichkeit münden die Generalkonten für das Budgetjahr 2013 –

Ohne dass die Politpresse darauf besonders eingegangen wäre, wurden die staatlichen Generalkonten für das Haushaltsjahr 2013 beim Parlament hinterlegt. Sie vermeiden eine Verbesserung der ordentlichen Staatseinnahmen um +690 Millionen Euro oder um +6,5% gegenüber dem Vorjahr. Das Rekordniveau von 11.364 Millionen Euro an laufenden Einnahmen übertraf die Erwartungen des Haushaltsgesetzes um 218 Millionen oder um +2,0%.

Damit hat sich 2013 der Ertrag an Steuern und sonstigen laufenden Einnahmen in nur 4 Jahren um +2.550 Millionen Euro oder um +29% erholt. Der Netto-Überschuss erreichte 403 Millionen Euro, nach 420 Millionen im Vorjahr, und er lag damit deutlich über den Erwartungen des Budgetgesetzes von lediglich 359 Millionen.

Dabei erbrachte die Mehrwertsteuer +316 Millionen Euro mehr ein als im Vorjahr 2012, eine Steigerung um +2,6%, (wobei der Anteil des elektronischen Handels an der Steigerung +203 Millionen ausmachte, ein Jahresplus von +27,1%) und die „Taxe d’abonnement“ +80 Millionen oder +13,0% mehr. Die Einkommensteuer der Haushalte stieg 2013 um +460 Millionen Euro oder um +14,2%, während die Körperschaftssteuer als Beitrag der Unternehmen um -9 Millionen rückläufig war.

Insgesamt ist das eindeutig eine Rückkehr zur finanziellen Normalität. Die Politiker müssten nun ohne neue

Sind die Staatsfinanzen verlottert?

Luxemburger Budgetsaldo gemäß Maastricht-Rechnung (in % des BIP)

Jahr	Budgetsaldo
1997	3.5
1998	3.2
1999	3.2
2000	5.8
2001	6.0
2002	2.0
2003	1.0
2004	-1.1
2005	0.5
2006	1.5
2007	3.5
2008	3.0
2009	-0.7
2010	0.5
2011	0.2
2012	0.1
2013	0.1

Wachsen die staatlichen Personalausgaben?

Personalkosten der Verwaltungen in % der jeweiligen Gesamtausgaben

Jahr	Zentralverwaltung	alle Verwaltungen
1997	23.5	21.5
1998	22.5	20.5
1999	21.5	20.0
2000	21.0	20.0
2001	21.5	20.5
2002	20.0	19.5
2003	20.0	19.0
2004	19.5	19.0
2005	19.5	19.0
2006	19.5	19.0
2007	20.0	19.5
2008	19.5	19.0
2009	19.5	19.0
2010	19.5	19.0
2011	20.0	19.5
2012	20.0	19.5
2013	20.5	19.5

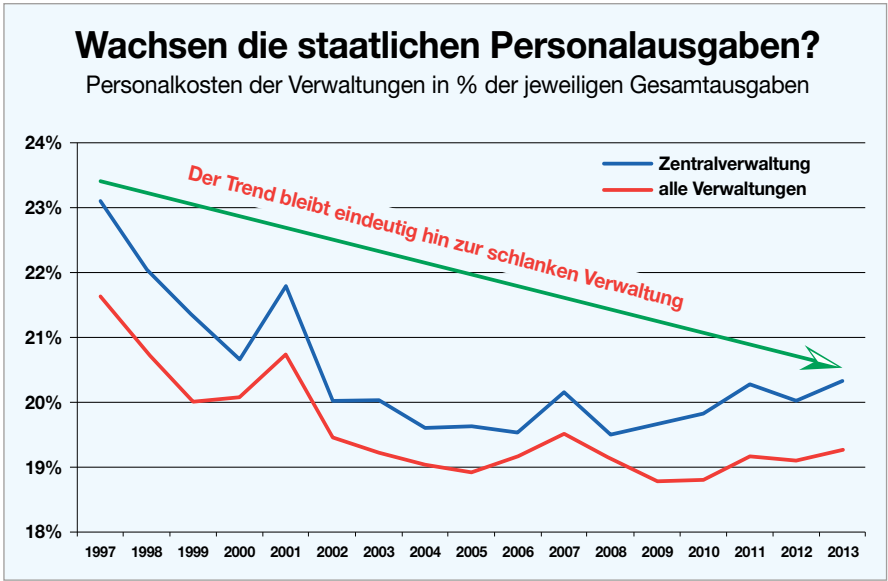
auf die wir im Folgenden noch genauer eingehen wollen – nun beim Gesamtstaat („General Government“) netto in einen Maastricht-Überschuss, wie bereits in den 3 vorangegangenen Jahren. Dies trotz aller gegenteiligen falschen Prophezeiungen.

Die obenstehende Grafik belegt, dass Luxemburg seit Schaffung des Euro am 1. Januar 1999 nur zweimal ein Budgetdefizit nach Maastricht-Berechnung

ausgewiesen hat, und zwar 2004 mit -1,1% des BIP und 2009 mit -0,7%.

Niemals kam unser Land auch nur in die Nähe der -3%-Limits, geschweige denn, dass wir es überschritten hätten. 13 Mal gab es einen Maastricht-Jahresüberschuss. Seit 1999 hat der Luxemburger Gesamtstaat insgesamt, nach der Maastricht-Berechnung, netto einen Budgetüberschuss von 6,9 Milliarden Euro erzielt.

Positiver Kassensturz für 2013



Steuererhöhungen auskommen, wenn sie nicht unbedingt erneut Geld bunkern wollen, um vor dem nächsten Wahltag die Spendierhosen anziehen zu können.

Unter Einbeziehen der außerordentlichen Ausgaben verbleibt gewiss ein Gesamtdefizit von 691 Millionen Euro. Dieses aber beruht auf den hohen Investitionsanstrengungen, die aus demographischen und wirtschaftlichen Gründen erforderlich und sinnvoll sind. Vor allem ist das Defizit keine Folge von ausufernden Verwaltungskosten, wie das Patronat dies immer wieder behauptet.

Wohl hat die Finanzkrise die Steuereinnahmen vorübergehend abgesenkt und unerwartete Ausgaben verursacht. Dabei wurden die traditionellen Defizitstaaten an den Rand des Ruins gedrängt oder gar in Zahlungsunfähigkeit gebracht. Luxemburg aber bleibt weiterhin der budgetäre Musterschüler in Europa. Auch wenn hierzulande vom Eigennutz getriebene Propagandisten und profilierungssüchtige Demagogen es anders hinstellen.

2013 stellten die Gesamtausgaben aller öffentlichen Verwaltungen 43,5% des Bruttoinlandsproduktes dar, gegenüber 43,9% im Vorjahr und 45,2%

im Krisenjahr 2009. Die Personalkosten aller Verwaltungen betrugen 2013 lediglich 19,3% der Gesamtausgaben, gegenüber 21,6% im Jahre 1997.

Der angebliche fatale Trend hin zum „fetten Staat“ ist eine urbane Legende aus dem Hause Fedil, ein modernes Märchen. Letztes Jahr behaupteten diese Mainstream-Vorbeter, die Finanzwartungen der CGFP seien falsch. Heute, wo das Gegenteil feststeht, gestehen sie durchaus nicht ein, dass wir (und nur wir) richtig lagen.

Erwarten Sie deswegen aber nicht, dass die Politiker aller Blutgruppen und die Gesamtheit der staatlich gesponserten Polit-Journalisten sich nun Asche aufs Haupt streuen und eingestehen, dass sie sich geirrt haben. Somit ist auch nicht damit zu rechnen, dass man es nun unterlässt, die TVA zu verteuern.

Eine Politik, die auf falschen Einschätzungen und auch auf dem Nicht-Anerkennen der korrekten Ergebnisse beruht, wird doch wohl kaum die richtige sein. Es wird an der Steuerschraube gedreht, zu Lasten der Privathaushalte und Lohnempfänger.

Ganz nebenbei bemerkt: Auf Seiten der direkten Steuern entfielen 2013 nur noch 30% des Totals auf die Körperschaftssteuern der Unternehmensgewinne, gegenüber 70% für die Einkommensteuern der Lohnempfänger und Haushalte. Im Jahre 2002 betrug dieses Verhältnis noch 49% zu 51%. Fünf-vor-Zwölf? Nein, bereits Fünf nach Zwölf!

Kein Kurswechsel

Der Farbenwechsel in der Regierungskoalition bringt uns finanzpolitisch keine Verbesserung. Auch weiterhin widerspricht keine der großen Parteien den Budgetthesen des Patronats, diesen akademisch verbrämten Mythen aus den neoliberalen Think Tanks und den konservativen Rankingschmieden. Kleinmütig wird nun mit dem Rasenmäher gespart und hektisch an unnötigen Steuererhöhungen gewerkelt.

In Erwartung der prophezeiten Kollision mit der Rentenmauer, macht man uns ein schlechtes Gewissen, weil angeblich nicht genügend Pensionsreserven zurückgelegt würden, um unsere KindsKinder glücklich zu machen, nach dem Motto, ob man seine Nachkommen liebe, lasse sich am Geld messen.

Dabei konnte der öffentliche Pensionsfonds des Privatsektors im Laufe von 2013 seine Rücklagen von 10,4 Milliarden Euro auf 11,7 Milliarden steigern. Aber bezeichnenderweise konnte man über diese Steigerung um mehr als 12% nicht viel in Presse und Medien lesen oder hören, und kaum ein Politiker hat sich dazu geäußert.

Wenn man amtlicherseits die Bevölkerungsentwicklung nicht einmal 3 Jahre im Voraus erkennen kann, was taugen dann wohl die waghalsigen „Rentenmauer“-Prognosen über 30 oder gar 50 Jahre? Solche rein mechanischen Rechenübungen stehen und fallen mit den Hypothesen, die ihnen zu Grunde liegen. Daher sind sie beliebig manipulierbar, und mit schrägen demographischen Prognosen und diskutablen Langzeit-Zinssätzen werden sie schnell zu einem totalen Unfug.

Statt eine Staatsschulden- und Sozialversicherungs-Hysterie zu kultivieren, sollte man sich um die Qualität der öffentlichen Dienstleistungen und um die Verbesserung der Infrastrukturen sorgen, und damit um die Lebensqualität der Einwohner des Landes von heute und morgen, sowie um die konkreten Standortbedingungen unserer Wirtschaft. Auf den Stand der Staatsschulden fixiert, ist unser Staat im Begriff, unseren Erben desolate und ungenügende Infrastrukturen sowie einen weniger leistungsfähigen und einen schlechter funktionierenden Staat zu hinterlassen.

In der jetzigen Lage ist es unverantwortlich, die weiterhin dringend erforderlichen Investitionsausgaben drastisch zurückzuführen. Dass wir beim täglichen Verkehrsstau zu den Weltmeistern dieser Branche aufrücken, schadet doch auch der Attraktivität des Wirtschaftsstandortes Luxemburg empfindlich. Falsch ist es, wenn man, nur um die Finanzlage des Staates im Schnellverfahren aufzupolieren, übermäßig spart am Staatsapparat, an der Schule und der Forschung, an den Kindern und den Jugendlichen, ja sogar am historischen Gedenken und am Erhalt der nationalen Identität (siehe Ausstellung zum 1. Weltkrieg).

Ohne der galoppierenden Demographie korrekt Rechnung zu tragen, werden Infrastrukturausgaben jeder Art gekürzt und gedeckelt, zu Lasten der Zukunft des Landes. Eine kurzsichtige Politik, nur um als heldenhafte Budgetsanierer dazustehen? Videant consules ne quid detrimenti res publica capiat!

PZI

Vous avez changé d'adresse?



Alors n'oubliez pas de nous le faire savoir en renvoyant le talon-réponse ci-dessous à la
CGFP / 488, route de Longwy / L-1940 Luxembourg
ou en utilisant le formulaire électronique sous: www.cgfp.lu/Changement-adresse.html



Ancienne adresse	Nouvelle adresse
Nom:
Prénom:
No et rue:
Code postal:
Localité:
email:	

Zankapfel „Index“

Der Index ist eigentlich laut Wörterbuch der Zeigefinger oder eine Liste (etwa die Aufstellung verbotener „indizierter“ Bücher). In der luxemburgischen Sprache hat das Wort aber eine andere Bedeutung: Die Lohnindexierung (hergeleitet vom „Preisindex“, der monatlichen Erhebung der Lebenshaltungskosten), also die regelmäßige, automatische Anpassung aller Gehälter und vieler Sozialleistungen auf Grund der festgestellten Teuerungsrate, ist eine große soziale Errungenschaft der Berufsorganisation des öffentlichen Dienstes aus dem Jahre 1921, welche 1951 auf den Privatsektor ausgeweitet wurde. Sie dient der nachträglichen Neutralisierung des Geldwert-Verfalls, um die reale Kaufkraft der Haushalte zu erhalten.

Betonköpfe

Die ominöse Luxemburger Indexdebatte der letzten Jahre ist gekennzeichnet durch den erhobenen Zeigefinger der Fedil-Großverdiener und -Bonusbezieher, die uns den bevorstehenden Untergang des Vaterlandes ankündigen, sollte nicht die angeblich anachronistische Indexierung abgeschafft werden. Die unnachgiebige Haltung der hiesigen Arbeitgebervertreter in dieser Frage hat über Jahre hinweg nach und nach den Sozialdialog vergiftet, bevor man damit die Tripartite-Strukturen an die Wand gefahren und praktisch lahmgelegt hat.

Früher wurden die Meinungsverschiedenheiten dargelegt und begründet und die Interessensgegensätze besprochen, wobei man Verständnis aufbrachte für die Ansichten, Überzeugungen und Argumente der Gegenseite. Dann kam mit der schrankenlosen und deregulierten Globalisierung der Märkte auch ein globalisiertes Patronatsdenken. Weil es dabei aber keinen Respekt mehr für legitime Sozialforderungen gibt, werden die punktuellen Probleme des Patronats auch nur noch auf Betriebsebene zur Kenntnis genommen.

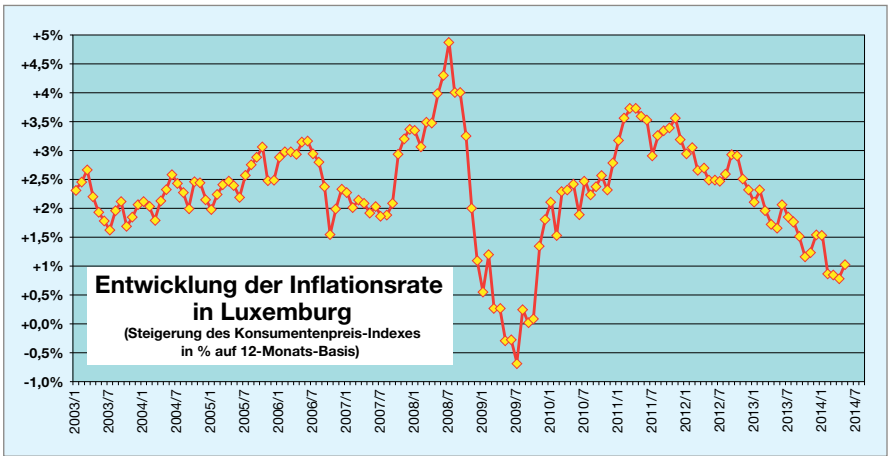
Früher erwartete man von den Gewerkschaftlern, dass sie Verständnis aufbrachten für die Marktmechanismen und für alle Sachzwänge, die sich daraus ergeben. Nun aber verlangt man a priori vom Volk, von der öffentlichen Meinung, von den politisch Verantwortlichen im Lande und sogar von den Arbeitnehmervertretern, dass alle die Ideologie der Allmacht der Marktmechanismen verinnerlichen und als wissenschaftliche Wahrheiten annehmen, was nur ideologische Theorien sind.

Nein zum Mammon-Götzendienst und zum Kult des Maximalprofits! Nein zum Aberglauben, ein sich selbst überlassener Markt ohne Einschränkungen werde ipso facto die bestdenkbaren Ergebnisse bringen.

Bereits die Globalisierung, die im Interesse des weltweiten Wirtschaftswachstums geschaffen wurde, hat verheerende Folgen gebracht, weil man es unterließ, sinnvolle Spielregeln festzulegen und die erforderlichen Begleitmaßnahmen zu treffen. Nun aber dienen gerade die verheerenden Konsequenzen des hemmungslosen globalen Wettbewerbs, mit all seinem Sozial- und Umweltdumping, als Argumente, um auch innerhalb unserer Länder alle Regeln und Normen und alle staatlichen Eingriffe abzuschaffen.

Obschon sie sich aufgeführt haben wie tausend Teufel und an allen erdenklichen Strippen gezogen haben, gelang es den Patronatsvertretern während der Krisenjahre nicht, den Index in seiner Substanz zu kappen. Weil die Luxemburger Arbeitnehmer sehr solide organisiert sind, mussten es die Politiker bei einigen Indexmanipulationen belassen. In seiner Substanz aber blieb „der Index“ erhalten.

Zu einem gewissen Zeitpunkt war allerdings zu befürchten, die populistische Variante der Attacken, jene mit einer gedeckelten Indexanpassung, könne sich durchsetzen. Doch sie hätte den Betrieben in den Niedriglohnssektoren keinerlei Erleichterungen gebracht und somit ein



wesentliches Ziel total verfehlt. Es war auch zu keinem Zeitpunkt zu erkennen, wie die Politiker hätten sicherstellen können, dass es nicht bei den Großverdienern des Privatsektors zu grotesken Überkompensierungen gekommen wäre, und somit zu einer skandalösen Umverteilung von unten nach oben innerhalb des Salariats.

Nun aber sind es einerseits die wirtschaftliche Erholung und andererseits die verschwundene Inflation, welche die Patronatsforderungen mehr denn je als unsinnig erscheinen lassen. Bestenfalls erhalten sie ein Begräbnis mit drei Herren.

Die jahrelange Inflations-Hysterie, welche besonders der ehemalige BCE-Boss Yves Mersch schürte, um sich als neoliberaler Ultrakonservativer zu profilieren, ist nun einer gewissen Angst vor einer möglichen Deflationsgefahr gewichen, weil die Preissteigerungen auf ein historisch tiefes Niveau gefallen sind. Für den Fall einer Deflation, also einer negativen Preisspirale, kennen die Wirtschaftswissenschaftler feine Medizin: Als Japan in dieses Loch fiel, brauchte es bekanntlich über 20 Jahre, um wieder daraus herauszukrabbeln.

Betriebskosten

Selbstverständlich kann jedermann nachvollziehen, dass es für die Konten des einzelnen Arbeitgebers eine Herausforderung ist, auch bei gleichbleibender Belegschaft jedes Jahr mit steigenden Personalkosten konfrontiert zu sein. Aber auch ohne jegliche Indexierung wäre es in manchen Branchen bereits ein Problem, jährlich oder monatlich auch nur die gleiche Lohnmasse aufzubringen, z. B. weil man in einem Bereich tätig ist, der von der Globalisierung besonders hart betroffen ist.

Die Indexierung ist nicht das Problem, es ist ein zusätzlicher Umstand. Es gibt Unternehmen, die so gut aufgestellt sind dass die Indexierung kein Thema für sie darstellt, und es gibt solche, die auch ohne Indexierung nicht aus der Bredouille kommen würden. Im Konkurrenzkampf der Privatwirtschaft sind ständig Anpassungen erforderlich, bei den Produkten, den Märkten, den Herstellungsmethoden, der internen Organisation usw. In diesem Kontext sind die automatischen Lohnanpassungen ein ständiger zusätzlicher Stachel im Fleisch der Manager, welcher sie zu noch mehr Innovation und Imagination zwingt.

Die Veränderung der unternehmerischen Rentabilität ist von den Fortschritten in der technischen Produktivität beeinflusst und von der Entwicklung des Wettbewerbs. Wer bei den Methoden von gestern verharret, den führen die steigenden Personalkosten (nicht nur die Indexierung, sondern auch die ständige Verbesserung des allgemeinen Lohnniveaus, mit dem man mithalten muss, wenn man fähige Mitarbeiter behalten will) binnen weniger Jahre in den Ruin.

Ohne Indexierung wäre hierzulande die Produktivitätssteigerung der Unternehmen mit Sicherheit viel geringer gewesen als sie es in den letzten Jahrzehnten ist. Dass sich die Fedil- und ABBL-Funktionäre dieser volkswirtschaftlichen Gewissheit nicht stellen wollen, ist klar. Es ist nämlich viel einfacher, Sozialabbau zu

betreiben als betriebliche Produktivität sicherzustellen. Dass aber die unternehmerischen Lohnkosten wegen der Indexierung schneller wachsen als ohne eine solche, ist bloß eine unbewiesene Theorie, die nur auf den ersten Blick plausibel ist.

Wer nämlich an die wundersame und unwiderstehliche Kraft der Märkte glaubt, dem müsste doch klar sein, dass die Lohnentwicklung in Luxemburg und das hier erreichte Gehälterniveau vom knappen Angebot auf dem Arbeitsmarkt bestimmt sind und von der real höheren Produktivität unserer Wirtschaft insgesamt. Kein Arbeitgeber beschäftigt ja eine Person, die ihn mehr kostet als sie ihm einbringt, und er erhöht ja auch nicht Jahr um Jahr freiwillig den Reallohn seiner Mitarbeiter über die Indexierung hinaus, wenn dies betriebswirtschaftlich nicht tragbar ist.

Konkurrenz

Das Wettbewerbsargument, also die Erkenntnis, dass die Belastung der Lohnkosten durch die Indexierung die relative Position der Luxemburger Arbeitgeber gegenüber ihrer ausländischen Konkurrenz belastet gilt nur für Teile unserer Volkswirtschaft, für unsere Exporteure und jene Sektoren, die von Importeuren bedroht sind. Für den Friseur aber oder das Restaurant und den Supermarkt und tausend andere Unternehmen trifft zu, dass alle Konkurrenten gleich stark von derselben Indexanpassung betroffen sind.

Und die schrumpfende Kaufkraft der Haushalte infolge einer Desindexierung würde Handel und Handwerk als erste treffen. So gesehen ist die Einheitsfront des Patronats schon eine mehr als merkwürdige Haltung: Die Berufsvertreter der kleinen Unternehmer und Selbstständigen verraten offensichtlich die Interessen ihrer Mandanten in ihrer Nibelungentreue zu ArcelorMittal und Deutsche Bank Luxemburg.

Die Fedil meint, die Indexierung sei umso schlimmer, als die Preissteigerungen in Luxemburg höher seien als in den Nachbarländern und in der industriellen Welt insgesamt. Wenn dem so wäre, oder wenn dem gar so ist, dann trügen aber die Arbeitnehmer daran keine Schuld. Daher ist es auch nicht gerechtfertigt zu glauben, deswegen müssten sie per Indexierungs-Abschaffung die Zeche zu zahlen haben. Wenn die Inflation die Lage der Unternehmen schwächt, dann wird dies sich auf Dauer, nolens volens und trotz Indexierung, auf eine geschmälerte Anpassung der Reallöhne auswirken. Weil aber die Preiserhöhungen von den Handel- und Gewerbetreibenden vorgenommen werden, ist es befremdlich, dass es die Patronatsvertreter sind, die über die Inflation lamentieren.

In der Tat gibt es einen Bereich, wo die Kosten in Luxemburg in beschämender Weise ansteigen, für die Unternehmen wie für die Haushalte: die Grundstückspreise, getrieben durch Defizite der Politik. Prinzipiell aber ist festzuhalten, dass marktwirtschaftlich gesehen unsere höhere Inflation eine ganz normale Angelegenheit ist, und zwar angesichts unserer überdurchschnittlichen Wachstumsrate. Jeder Student der Volks- oder Betriebswirtschaft weiß spätestens nach

seinem ersten Semester, dass in den Wachstumsphasen der Konjunktur die Preisentwicklung aufflammt und dass sie sich bei Rezession wieder beruhigt.

Wachstumsprobleme

Mehr Wachstum erzeugt zwangsläufig auch mehr Inflation. Weil Luxemburg aber seit Jahrzehnten ununterbrochen eine höhere Entwicklungsrate aufweist als der Rest Europas, erzeugen die ständig erforderlichen Anpassungen auch eine höhere Reibungshitze. Die Wachstumssektoren brauchen mehr zusätzliche Produktionsmittel als zur Verfügung stehen, und sie nehmen diese den schwachen Sektoren und Unternehmen ab, in einem harten aber unterschweligen Verdrängungswettbewerb, über den die vereinigten Patronatsvertreter kein Wort verlieren. Die Umverteilung der vorhandenen und erforderlichen Produktionsmittel geschieht an der Preisfront, sowohl auf dem Arbeitsmarkt als auch im Immobilienbereich.

Die spektakuläre Steigerung des Bruttoinlandsproduktes vom Lande, auch im Vergleich zu unseren Konkurrenten, beruht eben nicht darauf, dass sich die Produktivität in den Ateliers und Werkstätten jährlich massiv gesteigert hätte, sondern weil man bei uns auf einmal statt Faïencerie-Produkten nun Weltraum-Satelliten und Bestandteile von Flugzeugen herstellt und weil man statt Fahrzeug-Kotflügel auszubeulen nun Data-Center betreibt.

Der Punkt, auf dem die Luxemburger Regierungen seit vielen Jahren versagen, betrifft neben dem zu zögerlichen Ausbau der öffentlichen Infrastrukturen, die Entwicklung der Grundstückspreise. Das vom Patronat beklagte Anwachsen der Betriebskosten stammt zu einem erheblichen Teil von der grotesken Verteuerung der Grundstückspreise und der sich daraus ergebenden Preise für Immobilien und Mietzinsen.

Sogar im Falle der hochqualifizierten Mitarbeiter, die man aus dem Ausland anlocken muss, sind deren Wohnungsmieten ein enormer Kostenpunkt bei den Personalbudgets der Firmen geworden. Statt sich Kriege mit den Gewerkschaften zu leisten und die Politiker mit hoffnungslosem Index-Unfug zu nerven, wären die Lobbyisten gut beraten, der Regierung klarzumachen, dass sie schnellstmöglich die Grundstückspekulation in den Griff bekommen muss, wie auch den Verkehrsinfarkt.

Die tiefgreifende sektorielle Umstrukturierung unserer Wirtschaft aber ist wesentlich für den Fortschritt des Landes. Dass ein vergleichsweise hoher Mindestlohn und die Lohnindexierung die schwächsten Bereiche der Unternehmenswelt ständig unter Druck halten, das beschleunigt diesen Prozess durchaus. Paradoxaler Weise spielt somit eine ehrgeizige Sozialpolitik auch eine eminent wichtige Rolle beim Erzielen einer höheren Produktivität.

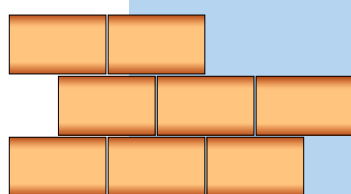
Dass aber, wie an anderer Stelle dieser Ausgabe hervorgehoben, in den letzten 9 Jahren 88.000 zusätzliche Jobs entstanden sind, beweist, dass der Wirtschaftsstandort Luxemburg generell weiter sehr attraktiv und wettbewerbsfähig bleibt und dass der Druck durch die Lohn- und Sozialpolitik, auf die Gesamtwirtschaft des Landes bezogen, durchaus nicht zu stark ist. Dies wissen auch die Chef-Ökonomen des Patronats, nur dürfen sie dies nicht zugeben, ganz einfach, weil es sich nicht darum handelt, wofür sie bezahlt werden.

Die Fedil-Mitglieder zahlen so hohe Beträge an ihren Verband, dass sie von ihren hauptamtlichen hochdotierten Bürokraten erwarten dürfen, dass diese sehr lautstark Propaganda machen. Dass dabei der Sozialdialog vor die Hunde geht, ist ihre allerletzte Sorge. Die Lobbyisten klappern laut und zetern stark, weil sie dafür fürstlich bezahlt werden. Somit wird die Legitimität ihrer Argumente von Politik und Presse grob überschätzt. **C.F.**

CGFP-Baukredit



**Ihr
Vorteil**



Ein **Direkt**-Abschluss
Ihres Bausparvertrages bei
der Oeuvre CGFP d'Epargne-
Logement, der Fach-Einrichtung
der Berufsorganisation der
öffentlichen Funktion, sichert
Ihnen den landesweit schnellsten
und günstigsten Kredit.

Für unverbindliche, vertrauliche
und kompetente Beratung:

Tel.: 47 36 51

CGFP  **Logement**

Bevorstehende Eröffnung der CGFP-Kindertagesstätte „Am Butzenascht“

Einschreibungen ab 15. Juli möglich

Das am 15. Juli 2011 von der CGFP mit der Regierung abgeschlossene Besoldungsabkommen sieht die Einrichtung von zwei zusätzlichen von CGFP-Services zu verwaltenden Kindertagesstätten vor. Wie bereits in der *fonction publique* Nr. 229 berichtet, regelt die darauf folgende, am 30. September 2013 mit der damaligen Beamtenministerin Octavie Modert unterschriebene Konvention die Rahmenbedingungen zur Inbetriebnahme einer CGFP-Kindertagesstätte in Ingeldorf, Gemeinde Erpeldingen/Sauer.

Seitdem laufen die Vorbereitungen auf Hochtouren und die Umgestaltungsarbeiten sind bereits in vollem Gange, um das ehemalige Vorschulgebäude in Ingeldorf, in Zusammenarbeit mit der Diekircher Bauverwaltung und dem Architektenbüro HBA, den Erfordernissen einer modernen Kindertagesstätte anzupassen.

In mühevoller Kleinarbeit gilt es nämlich, aus zwei Klassensälen und einer Empfangshalle eine Struktur zu errichten, welche Aufenthalts- und Schlafräume, Sanitäreinrichtungen,

Küchenzelle sowie Personalräume beherbergt. Den neueren Konzepten der Kinderbetreuung entsprechend wird zudem ein Raum geschaffen, der es ermöglicht, alle Altersgruppen miteinander zu verbinden, um gemeinsame Aktivitäten unternehmen zu können. Außerdem werden alle Räumlichkeiten sehr hell und einladend gestaltet und bieten den Kleinen viel Platz für diverse Aktivitäten.

Noch mehr Platz zum Spielen und Austoben bietet die etwa zwei Hektar große Außenanlage rund um die Kindertagesstätte, die, nebst dem Entdecken der natürlichen Umgebung, auch mit mehreren Spielstrukturen Anreize für alle Kinder bieten dürfte.

In einem gut durchdachten Betreuungskonzept sollen in der CGFP-Kindertagesstätte „Am Butzenascht“ Beruf und Familie durch flexible Betreuungsformen vereinbar gemacht werden. Ebenso soll den Kindern frühzeitig ein reichhaltiges Anregungs- und Förderangebot zugänglich sein. Denn die Kinder in jungem Alter sind wissbegierig, sie entdecken unentwegt und lernen spielerisch neue



Dinge, die in späten Jahren kein Kinderspiel mehr sind.

Die voraussichtliche Eröffnung ist für Anfang Oktober dieses Jahres geplant. Die Einrichtung bietet dann Platz für 27 Kinder. Um den interessierten Eltern eine gewisse Planungssicherheit zu bieten, wurde beschlossen, die Einschreibungslisten schon ab dem 15. Juli 2014 zu öffnen.

Für weitere Informationen können interessierte Eltern mit Frau Audrey Fischer, Direktorin des „Am Butzenascht“, Kontakt aufnehmen via folgende E-mail-Adresse: butzenascht@cgfp-services.lu oder unter der Telefonnummer 24 55 98 98.



CGFP-Audio-Nachrichten zum Downloaden

Unsere neuesten Audio news finden Sie auf unserer Webseite unter:
www.cgfp.lu/audionews.html



Sie besitzen ein Smartphone oder ein Tablet? – Dann hören Sie doch einfach mal rein.



Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch
eines jeden

BHW und CGFP

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit
und zwar zu den
allergünstigsten Bedingungen

Unschlagbares Angebot

für:
Wohnungsbau/-kauf
Modernisierung
Grundstückwerb

mit:
Sofortkredit
CGFP-Vorzugsdarlehen
Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten

Bitte ausfüllen und einsenden an:

OEL/CGFP

Oeuvre CGFP
d'Épargne-Logement
B.P. 595 – L-2015 Luxembourg

Baukredit:

(Name)

(Vorname)

Ich bitte um
unverbindliche
Beratung durch einen
CGFP/BHW-Berater

(Straße, Hausnummer)

(Plz. /Wohnort)

(Telefon)

(Dienstbezeichnung)

(Dienststelle)

Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2014

Bausparen

aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement

BHW Dispo maXX

Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohntraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld.

Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenzinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenzinsen.

Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Zudem sind die Zinserträge auf Bausparguthaben von der Quellensteuer befreit (ein CGFP-Erfolg). Das lohnt sich!



Neue Türen



Die Aufwertung des Eingangsbereichs kann oft Wunder wirken: Der Einbau einer neuen Haustür steigert nicht nur Wohnkomfort und Sicherheit, er hilft auch, Energie zu sparen.

Die Haustür ist die Visitenkarte des Hauses. Moderne Modelle sind nicht nur beim Design auf aktuellem Stand. Haustüren der neuen Generation haben eine verbesserte Rahmenkonstruktion und halten mit ihrer Wärmedämmverglasung die Winterkälte ab.

Hightech-Zugang

Das Geheimnis der guten Isolierung besteht darin, dass Hersteller mehrere Dichtungsebenen und eine Einbautiefe von mindestens 7,5 Zentimetern vorsehen. So ausgestattet erreichen die Eingangsbereiche Dämmwerte, die vor Jahren nicht möglich gewesen wären. Rüdiger Grimmert von der BHW Bausparkasse: „Bei vielen Altbauten ist eine Dämmung der Fassade empfehlenswert.

Dabei sollten Eigentümer die alte Haustür gleich mit austauschen.“ Baumärkte und Fachhandel haben verschiedenste Fertigtüren im Sortiment. Gängig sind Modelle aus Holz, Kunststoff oder Aluminium. Die Preise variieren: Türen in einfacher Ausfertigung kosten rund 1.000 Euro, Spezialanfertigungen sind entsprechend teurer.

Gut verriegelt

Auch in Sachen Sicherheit haben die neuen Zugänge einiges zu bieten: „Hausbesitzer können Gegensprechanlage, Videokamera oder Fingerprint-Systeme in ihre Tür integrieren lassen“, erklärt BHW-Experte Grimmert. Gegen Einbrecher schützen Türen mit Mehrfachverriegelung besonders gut, die an der Bandseite mit einem Hintergreifhaken und einem von innen verschraubten Schutzbeschlag mit Profilzylinderabdeckung ausgerüstet sind.

Mehr Wohnen im Grünen: Gartenhäuser



Gartenhäuser fristeten lange Zeit ein bescheidenes Dasein als Stauraum für Werkzeug und Geräte. Die neue Generation punktet dagegen mit funktionaler Ausstattung und echten Wohnqualitäten.

Das private Spa mit Sauna, das Home-Office mit Blick ins Grüne oder der Hobbyraum für ambitionierte Heimwerker – wenn die eigene Immobilie den Raum für solchen Zusatznutzen nicht bietet, könnte der Weg in den eigenen Garten führen. Für viele Gartenbesitzer eröffnen sich hier ganz neue Wohnperspektiven. Gartenhäuser dienen heute zunehmend auch wohnlichen

Zwecken, denn sie sind komfortabel und technisch hochwertig ausgestattet.

Büro im Garten

„Die Nutzung als Gästehaus oder Home-Office muss in der Regel genehmigt werden“, sagt Rüdiger Grimmert von der BHW Bausparkasse. „Die Kosten variieren je nach Ausstattung. Wenn Gartenhäuser dann wohnwirtschaftlichen Zwecken dienen, ist die Finanzierung über einen Bausparvertrag möglich.“ Die Bandbreite reicht vom schlichten Kubus mit großen Fensterfronten bis zum bunten Holzhaus im romantischen Stil.

Forstbeamte unterstützen „Fondation CGFP de Secours“

Die Vertreter der Vereinigung der Luxemburger Förster (AFL) überreichten dieser Tage einen Scheck in Höhe von 2.500 Euro an die CGFP-Exekutive, zugunsten der „Fondation CGFP de Secours“. Die Gewerkschaft der Staatsbediensteten hatte elf Förstern juristischen Beistand gewährt im Verfahren zur Vergütung geleisteter Überstunden. Insgesamt hatten die betroffenen Revierförster seit 2004 über 5.000 Überstunden in unbesetzten Forstrevieren geleistet. Da der staatliche Arbeitgeber die per Gesetz vorgesehene Entschädigung hartnäckig verweigerte, mussten die Betroffenen ihr Recht vor Gericht einklagen; schlussendlich, nach 10 Jahren, mit Erfolg. Gelegentlich einer kleinen Feierstunde ging der Präsident der AFL, Serge Hermes, in seiner Ansprache darauf ein, dass den betroffenen Förstern sehr daran gelegen war, der CGFP für ihre Unterstützung zu danken. Als Dankesgeste spendeten die Förster somit einen Teil ihrer Vergütung an die „Fondation CGFP de Secours“ und bekundeten somit gleichzeitig ihre Solidarität mit hilfsbedürftigen Menschen.

Gelegentlich einer kleinen Feierstunde überreichten die Vertreter der Vereinigung der Luxemburger Förster (AFL) einen Scheck in Höhe von 2.500 Euro an die CGFP-Exekutive, zugunsten der „Fondation CGFP de Secours“



**Unterstützen auch Sie das CGFP-Hilfswerk.
Ihre Spende können Sie auf eines der beiden Konten
der „Fondation CGFP de Secours“ überweisen:**

CCPL: IBAN LU46 1111 0733 4614 0000

BCEE: IBAN LU57 0019 1000 2060 6000

Ihre Spende ist im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen steuerlich absetzbar

**Spenden
auch Sie!**

Vos projets ont de l'avenir

Louis, futur artisan boulanger

Charlotte, future présidente d'association

**BGL BNP PARIBAS
S'ENGAGE POUR CONCRÉTISER VOS PROJETS
AU LUXEMBOURG**

Répondons à vos besoins dans l'une de nos agences,
par téléphone au 42 42-2000 ou sur bgl.lu

BGL BNP PARIBAS | La banque d'un monde qui change bgl.lu

BGL BNP PARIBAS S.A. (50, avenue JF Kennedy, L-2951 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg : B6481) Communication Marketing Juillet 2014

Viandes fraîches
Gibier - Volaille
Charcuteries
Salaisons

AWIETOR
VIANDES EN GROS

www.wietor.lu

19A, rue de Haller
L-6312 Beaufort
Tél : 83 64 85-1
Fax : 86 90 87
e-mail : wietor@internet.lu

LUXEMBOURG
15
CEE

L
15
CEE

MADE IN LUXEMBOURG

Analyse comparative des prix dans les grandes surfaces alimentaires

Le Luxembourg est en moyenne 2% plus cher que la Grande Région

Une étude transfrontalière des prix révèle que la Wallonie est la région la moins attractive en termes de prix

A l'aide d'un spécialiste mondial dans les études de marché, l'«Observatoire¹ de la formation des prix» a fait comparer le niveau de prix entre les grandes surfaces alimentaires luxembourgeoises et leurs concurrents directs en France, Belgique et en Allemagne (situés à une distance de 30 à 50 kilomètres du Grand-Duché). Cette compétitivité-prix territoriale du commerce est un sujet très sensible dans le débat public. En effet, le niveau des prix exerce une influence non négligeable sur le pouvoir d'achat des consommateurs et donc sur leur comportement d'achat.

Dans le cadre de cette étude, les prix (toutes taxes comprises, donc aussi les différents taux de TVA appliqués) des produits les plus courants ont été relevés fin 2013 dans 21 supermarchés ou hypermarchés de plus de 800 m² (5 magasins luxembourgeois, 4 belges, 5 français et 7 allemands). Nous faisons abstraction des problèmes méthodologiques liés à une comparaison transfrontalière des prix d'environ 200 produits identiques et répertoriés dans l'ensemble des enseignes. Ce nombre restreint de produits identiques montre l'hétérogénéité de la politique de produits qui existe aux zones limitrophes de la frontière luxembourgeoise. L'analyse se limite aussi à une pure logique de prix, et ne considère pas d'autres facteurs qui peuvent influencer les prix de vente ou le comportement des consommateurs, comme par exemple le pouvoir d'achat, les standings différents des grandes surfaces, les heures d'ouverture, les coûts de transport, etc.

Analyse au niveau des pays

A l'instar d'études similaires réalisées depuis 2007, l'Allemagne présente de nouveau le prix moyen le plus bas avec plus de 7% d'écart avec la moyenne de la Grande Région, quoique son attractivité soit légèrement moins prononcée par rapport à la dernière analyse datée de fin 2011. Le Luxembourg était le pays le plus cher dans cette ancienne édition, mais a pu améliorer sa position et se trouve maintenant devant la Belgique, qui est actuellement le pays le plus cher. La France a pu améliorer son résultat de la dernière édition et est en moyenne 4,2% moins chère que la Grande Région.

Depuis les premières analyses de ce type il y a 7 ans, le Luxembourg est le pays le plus compétitif dans le rayon «liquides» qui se constitue principalement de boissons alcoolisées comme les apéritifs alcoolisés, le champagne, le whisky et le bourbon. L'avantage compétitif du rayon «non alimentaire» se base majoritairement sur la famille des supports informatiques où les produits sont en moyenne presque 25% moins chers au Luxembourg par rapport à la moyenne de la Grande Région. Le Luxembourg est le plus cher dans les rayons «épicerie» (lait, aliments infantiles, café, etc.) et «produits frais» (œufs, viande, volaille, etc.). L'Allemagne a les prix les plus bas dans le rayon «droguerie-parfumerie-hygiène» (avec un avantage compétitif de 18 points par rapport au Luxembourg) et dans le «non alimentaire», tandis que les prix des «produits frais» sont les plus favorables en France.

L'enquête permet aussi de comparer les pays l'un à l'autre «par paire», c'est-à-dire par binômes. Faire de telles comparaisons présente l'avantage que seuls les produits communs aux deux pays en question sont pris en compte.

L'avantage du Luxembourg par rapport à la Belgique se creuse. La grande majorité (61%) des produits présente une différence de prix de 10% au maximum. En total, 55% des produits communs qu'on trouve dans les enseignes des deux pays sont moins chers au Luxembourg.

La France et l'Allemagne sont en moyenne moins chères que le Luxembourg (4,8%, respectivement 9,9%), et ces deux pays sont plus compétitifs dans tous les rayons à l'exception des «liquides».

Analyse au niveau des différentes enseignes

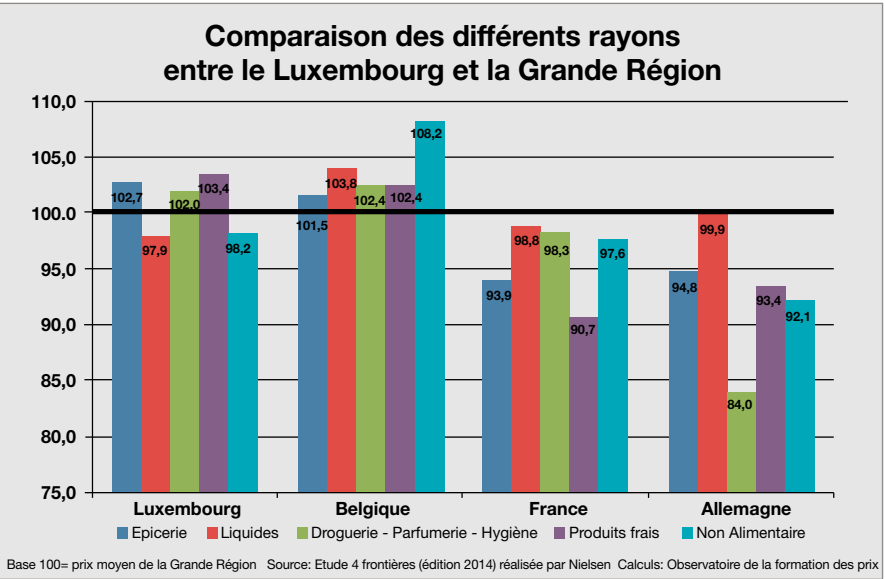
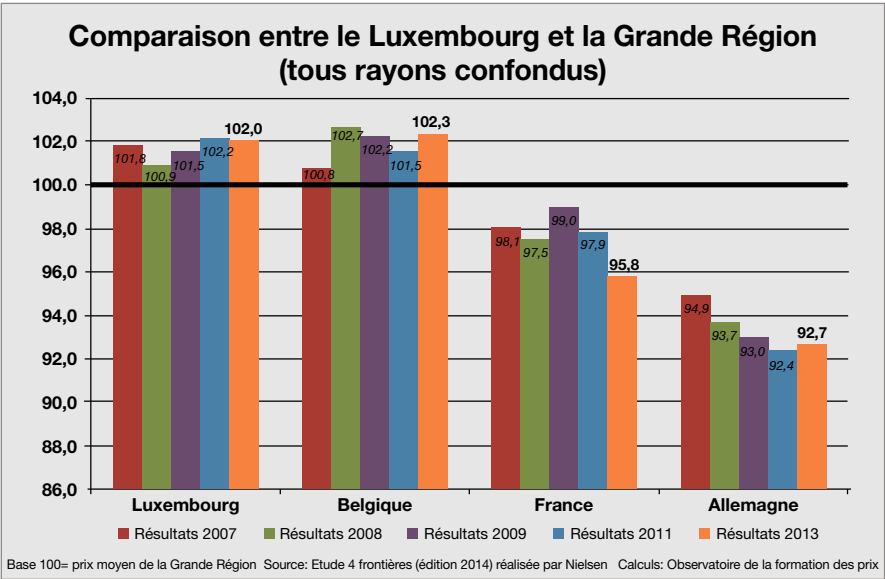
Les analyses au niveau des enseignes montrent une grande hétérogénéité au niveau des produits disponibles: une enseigne française propose par exemple 3 fois plus de produits qu'une enseigne belge. En moyenne les enseignes luxembourgeoises et françaises proposent 15.500 produits et les enseignes belges seulement 13.000. Les analyses de prix montrent que deux enseignes luxembourgeoises sont en-dessous de la moyenne de la Grande Région, et une enseigne luxembourgeoise est la plus chère de l'échantillon. Au sein des cinq rayons, on constate aussi de fortes différences: même si en général le rayon

«droguerie-parfumerie-hygiène» est plus cher au Grand-Duché, deux enseignes luxembourgeoises sont en moyenne moins chères que la Grande Région. Donc, même si l'offre commerciale du Luxembourg est en moyenne plus chère que dans deux pays voisins, il existe des enseignes au Luxembourg qui ont un certain avantage compétitif au sein de la Grande Région. Pour des raisons de déontologie et de confidentialité, le nom ou la dénomination des enseignes individuelles ne sont pas révélés dans l'étude.

L'étude compare aussi des enseignes identiques qui sont localisées dans plusieurs pays de la Grande Région. 3 des 5 enseignes localisées au Luxembourg ont des prix moyens inférieurs par rapport à leur entité respective à l'étranger. Ces analyses montrent aussi de grandes différences de politique de produits et de prix dans les différents groupes. Il existe des groupes qui offrent les mêmes produits (souvent au même prix de vente) dans leurs enseignes, même si elles sont implantées dans différents pays. D'autres enseignes semblent agir plutôt indépendamment sur leurs marchés locaux respectifs.

PolZe

¹Suivant le modèle de nos voisins belges et français et de nombreux autres pays européens, le Luxembourg a créé fin 2011 un «Observatoire de la formation des prix» composé de représentants de délégations patronales et syndicales. Intégré dans l'Observatoire de la Compétitivité du Ministère de l'Économie, il a comme mission d'analyser des données statistiques en vue de fournir des éléments d'information sur les mécanismes de la formation des prix à la consommation au Luxembourg.



Commerce luxembourgeois pénalisé en matière d'approvisionnement

Beaucoup de facteurs sont susceptibles d'influencer la compétitivité des grandes surfaces et du commerce de détail dans la Grande Région: les réglementations différentes (p. ex. en matière de taxes environnementales), les différents niveaux de salaires bruts, de charges patronales ou encore de loyers commerciaux, etc. Peu importe leur taille, de nombreuses entreprises luxembourgeoises relevant de l'artisanat ou du commerce font face à des problèmes récurrents pour s'approvisionner librement auprès du fournisseur de leur choix au sein du marché intérieur. La concurrence est en effet biaisée par la pratique systématique de fabricants et/ou de leurs intermédiaires de refuser, en vertu de contrats d'exclusivité territoriale, aux entreprises luxembourgeoises le libre accès à des réseaux d'approvisionnement de leur choix.

Maints producteurs et grossistes obligent en effet les entreprises à s'approvisionner auprès de filiales ou plateformes déterminées par leur système de réseaux de distribution. Le libre accès au fournisseur de leur choix, dans l'Etat membre de leur choix, est donc souvent refusé aux entreprises implantées au Luxembourg. Ceci entraîne une double pénalisation: en matière de prix (impossibilité de s'approvisionner aux meilleurs prix) et en matière d'offre (disponibilité limitée de produits). Ces contraintes territoriales à l'approvisionnement empêchent une baisse éventuelle des tarifs sur le marché national. Il est plus que surprenant que ni une organisation patronale comme la Confédération luxembourgeoise du commerce, ni une entreprise particulière n'aient introduit jusqu'aujourd'hui une plainte formelle au sein des instances

européennes pourtant particulièrement sensibles à de quelconques entraves à la libre concurrence au sein de l'UE.

La Commission bruxelloise a récemment annoncé son intention d'étudier le phénomène en consultant les parties prenantes afin de mieux saisir les caractéristiques spécifiques des problèmes rencontrés par les entreprises luxembourgeoises. Dans tous les cas, le gouvernement Bettel souhaite mettre le sujet à l'agenda de la présidence luxembourgeoise au deuxième semestre 2015. En attendant, le Conseil de la Concurrence vient de s'autosaisir et mène une enquête pour révéler l'existence ou non de telles pratiques anticoncurrentielles.

PolZe



Des racines profondes, des branches solides

Fondé il y a plus de soixante ans au Luxembourg, le groupe KBL *epb* puise ses racines à travers l'Europe et vous offre de prendre appui sur des branches solides.



EUROPEAN
PRIVATE BANKERS

AMSTERDAM | BRUXELLES | GENÈVE | LONDRES | LUXEMBOURG | MADRID | MONACO | MUNICH | PARIS

WWW.KBL.LU

CGFP-Video-Nachrichten

Den Link zu unseren Video news finden Sie unter:
www.cgfp.lu/video-news.html



Sie besitzen ein Smartphone
oder ein Tablet? –
Dann schauen Sie doch
einfach mal rein.



Europäische Union der Unabhängigen Gewerkschaften (CESI)

Die zunehmende Digitalisierung der Verwaltung

CESI-Fachtagung mit Luxemburger Beteiligung im estnischen Tallinn

Der Einzug der neuen Technologien in die öffentliche Verwaltung und die daraus resultierenden Folgen waren die Kernthemen der jüngsten CESI-Fachtagung, die vom 26. bis 27. Juni 2014 zahlreiche Referenten und ein engagiertes Fachpublikum, zusammengesetzt aus Delegierten der CESI-Mitgliedsorganisationen, im estnischen Tallinn zusammenführte. Erinnert sei daran, dass die CESI, als europäischer Dachverband von unabhängigen europäischen Berufsorganisationen, die Interessen von mehreren Millionen Arbeitnehmern vertritt und als anerkannte Sozialpartnerin aktiv am europäischen Sozialdialog teilnimmt. Den Vorsitz hat seit Dezember 2012 CGFP-Generalsekretär Romain Wolff inne.

Dass die jüngste CESI-Fachtagung zum Thema „Neue Technologien“ ausgerechnet im estnischen Tallinn ausgetragen wurde, war kein Zufall, habe doch gerade Tallinn den Wandel zur vernetzten Stadt auf wunderbare Weise geschafft, wie es CESI-Generalsekretär Klaus Heeger eingangs erwähnte. Mit ihren mehreren Millionen Mitgliedern habe auch die CESI „eine bemerkenswerte Größe“, um die Notwendigkeit der Digitalisierung der öffentlichen Verwaltung ins Auge zu fassen. So gehe es in erster Linie darum, die Bedürfnisse der Bürgerinnen und Bürger zu ergründen, gleichzeitig aber auch die Einbindung der Beschäftigten in diesen Wandel sicherzustellen – und das wiederum sei Aufgabe der Gewerkschaften.

Niemals zuvor habe es eine derart schnelle Entwicklung im Bereich der Kommunikationsmittel gegeben, meinte in seinem Grußwort auch der Vorsitzende der CESI-Akademie Europa, Emilio Fato-vic. Die Implementierungszeiten für Technologien würden immer kürzer, meinte der Redner und konnte auch gleich mit einem entsprechenden Beispiel dienen: So habe das Radio rund 38 Jahre gebraucht, bis es 50 Millionen Benutzer zählen konnte, 13 Jahre seien es beim Fernsehen gewesen, zwei Jahre bei Facebook und nur wenige Tage bei der neuesten iPhone-Version.



Die Luxemburger Teilnehmer an der jüngsten CESI-Fachtagung in Tallinn Foto: Steve Heilliger

Auch wenn die Auswirkungen neuer Technologien auf den öffentlichen Dienst sehr vorteilhaft seien – bessere Kommunikation mit individuellen und professionellen Nutzern, effizientere Erfüllung der Erwartungen der Nutzer, Entmaterialisierung der Prozesse für eine schnellere Abwicklung, Qualität und Kontinuität des öffentlichen Sektors –, sollte man die Herausforderungen, die mit deren Nutzung in den Verwaltungen zu bewerkstelligen seien, nicht außer Acht lassen. Parallel zur Einführung neuer Technologien gelte es, eine Vielzahl von Fragen zu stellen und zu debattieren, so beispielsweise:

- Wie verändere sich dadurch die Arbeitsorganisation in öffentlichen Einrichtungen?
- Wie könne man die öffentlichen Angestellten am besten auf diesen technologischen Wandel vorbereiten und begleiten?
- Welche seien die angebotenen Schulungskurse?
- Welche Rolle nehme der soziale Dialog in diesem Bereich ein?

Auch für den Vorsitzenden der CESI-Akademie Europa überraschte es nicht, dass die CESI Tallinn als Fachtagungsort ausgesucht habe. Estland sei hinsichtlich der Nutzung neuer Technologien in der

Tat eines der fortgeschrittenen Länder. Die Online-Dienste würden in diesem Land seit mehr als einem Jahrzehnt von fast der gesamten Bevölkerung beansprucht. Als wahrhaftiger „E-Staat“ zähle Estland außerdem zu den Musterschülern der Digitalen Agenda für Europa. Dieser Grundpfeiler der Strategie 2020 habe die Schaffung eines echten digitalen Binnenmarktes zum Ziel und wolle dabei u.a. die Fertigkeiten und digitale Kompetenz in den Vordergrund stellen.

Am Beispiel seiner Schule „Convitto Nazionale“ in Rom zeigte der Akademie-Präsident alsdann, wie moderne Technologien auch im öffentlichen Bereich an Bedeutung gewinnen. Die „Scuola 2.0“-Zertifizierung belege, dass es seiner Schule gelungen sei, als innovative und zukunftsorientierte Einrichtung, auf die technologischen Entwicklungen in all ihren Aspekten – Lerninstrumente und pädagogischer Inhalt, Arbeitsorganisation und Humanressourcen – zu achten. Das Bildungswesen sei gewiss nur ein Beispiel des öffentlichen Sektors, nichtsdestotrotz stelle es ein sehr gutes dar, wenn es darum gehe, die tiefgreifenden Veränderungen, die in sämtlichen öffentlichen Dienststellen stattfinden, aufzuzeigen.

In einem Punkt stimmten die Teilnehmer an der jüngsten CESI-Fachtagung

denn auch weitgehend überein: Damit die Einbindung der neuen Technologien erfolgreich verlaufe, müssten alle öffentlichen Beschäftigten Einsatz zeigen. Die öffentlichen Bediensteten spielten dabei eine Schlüsselrolle, weil sie dazu aufgerufen seien, die Implementierung erfolgreich zu begleiten. In den vergangenen Jahrzehnten hätten wir uns in der Tat vom Internet 1.0 mit rein informativen Portalen zum Internet der zweiten Generation (Web 2.0) weiterentwickelt. Über die Kommunikation in beide Richtungen werde somit mehr Interaktion auch zwischen den Verwaltungen und den Nutzern möglich. Und diese Entwicklung habe zu einer neuen Art und Weise des Austauschs mit den Nutzern geführt.

Im Gegensatz zu bestimmten privatwirtschaftlichen Strukturen – auch in diesem Punkt bestand in Tallinn Übereinstimmung – könne es sich die öffentliche Verwaltung allerdings nicht erlauben, auf vollkommen digitale Lösungen umzustellen und die Vorgänge vollständig papierlos zu gestalten. Die Pluralität und die Vielfalt der Nutzer sowie das Prinzip des gleichberechtigten Zugangs erlegten es den Strukturen des öffentlichen Sektors auf, sowohl eine physische als auch virtuelle Präsenz zu gewährleisten.

Dass die zunehmende Einführung neuer Technologien in der öffentlichen Verwaltung neben einer Vielzahl an Vorteilen – Schnelligkeit, Entmaterialisierung, Datensicherung, Interaktionen, Informationsaustausch in Echtzeit und Kontinuität des öffentlichen Dienstes – aber auch Schattenseiten aufweisen könne, wurde im estnischen Tallinn ebenso deutlich. So verändere die Technologie zwangsweise auch die traditionelle Zeitorganisation der Beschäftigten. Fortgeschrittene User seien mehr und mehr einer Arbeit ausgesetzt, die den Rahmen der herkömmlichen Arbeitszeiten sprengte. Eine direkte Folge davon: Entmaterialisierung, übermäßige Erreichbarkeit und Mobilität könnten die Grenze zwischen Privat- und Berufsleben mehr und mehr beeinträchtigen. s.h.

Panel des représentants des Conseils professionnels de la CESI

Claude Heiser sur les NTIC dans l'enseignement

Dans le cadre du séminaire de l'Académie Europe de la CESI sur l'usage des nouvelles technologies par le secteur public, Claude Heiser, Premier Vice-président de la CGFP et Président du Conseil professionnel EDUC (Éducation, Formation, Recherche), a participé au panel des représentants des conseils professionnels. En amont et en aval du séminaire, certains conseils professionnels, dont notamment l'EDUC, ont été appelés à travailler sur cette thématique et la décliner en fonction des problématiques de leur secteur respectif.

Lors de cette discussion, Claude Heiser a souligné que l'utilisation des nouvelles technologies dans le secteur de l'enseignement et de l'éducation resterait un sujet ambigu: en effet, elle ne se limiterait pas à la gestion administrative des écoles et des enseignements, mais ferait partie de l'enseignement à proprement parler, aussi bien d'un point de vue didactique et méthodologique que d'un point de vue curriculaire (les NTIC comme matière à enseigner). À côté de cette utilisation «professionnelle» s'ajouterait l'utilisation «privée» des nouvelles technologies par les élèves qui, assez souvent très doués en ce qui concerne la manipulation de celles-ci, se serviraient des outils informatiques non seulement pour préparer leurs devoirs, mais également comme moyen de communication. Les déclinaisons dans le secteur éducatif seraient donc nombreuses: d'un côté, les nouvelles technologies serviraient de supports pédagogiques et didactiques (e-learning, utilisation de tableaux interactifs, de tablettes dans les cours, utilisation de l'internet pour des travaux de recherche etc.). De l'autre côté, les conséquences négatives des nouvelles technologies sembleraient se multiplier: utilisation des nouveaux moyens de communication à des fins de fraude et, pire encore, phénomène de cyber-bullying, d'harcèlement et de menaces via les plateformes telles que Facebook, Twitter e.a.

En effet, les réseaux sociaux auraient engendré de nouveaux problèmes auxquels l'école serait indirectement confrontée: souvent les jeunes lanceraient leurs invectives

via ordinateur dans leur vie privée; les conséquences de cet harcèlement dans le cyberspace s'articuleraient cependant à l'école, dans les classes, parmi les élèves. Resterait donc à répondre à la question si la réaction contre le cyber-bullying reviendrait à l'école, c.-à-d., si les directions et enseignants auraient le droit de s'immiscer dans la «vie privée» de leurs élèves. Il serait clair que les réseaux sociaux auraient eu un impact important sur la vie communautaire des écoles, sur le comportement des élèves et engendreraient assez souvent des conflits supplémentaires, difficiles à gérer.

Dans le secteur de l'enseignement et de l'éducation, les NTIC n'auraient pas de conséquences directes sur les structures de l'emploi et ne devraient jamais avoir une influence sur les ressources humaines. En effet, la profession d'enseignant se baserait sur le contact et l'interaction avec les élèves, et le professeur ne saurait être remplacé par quelque logiciel didactique qui serait incapable de se concentrer sur les particularités, la personnalité et l'individualité des apprenants. Même les études à distance nécessiteraient de temps à autre la présence physique d'un enseignant pour pouvoir répondre aux questions précises des élèves et pour leur fournir de plus amples informations et explications.



Claude Heiser Photo: Lauri Laan

VARIO KIELGAST – URLAUB ZU HAUSE



Lamellendächer,
Glasschiebedächer,
Wintergärten uvm.

WOHNFÜHLEN NEU ENTDECKEN ...
MIT DEN TERRASSENÜBERDACHUNGEN VON KIELGAST



Kostenlose Fachberatung vor Ort:
Bettina Kober,
kober@vario-kielgast.de
+49 163 / 66 88 229

Vario Kielgast GmbH · Auf'm Brinke 14 · 59872 Meschede
Tel.: +49 291/7422 · Fax: +49 291/50948
www.vario-kielgast.lu · info@vario-kielgast.de

KIELGAST



 **comme Bien
conseiller**

Chez B immobilier, notre mission va plus loin que simplement trouver le bien dont vous rêvez. Bien conseiller, c'est aussi ça notre mission. Pour qu'aujourd'hui, demain et tout au long de votre vie vos projets immobiliers correspondent vraiment à vos besoins.

ACHAT • VENTE • LOCATION
CONSEIL IMMOBILIER, FINANCIER ET FISCAL


IMMO ILIER
BINGEN & ASSOCIÉS

www.b-immobilier.lu

Ihre Treppe leicht hinauf und hinunter!

Entdecken Sie den Treppenlift von
THYSSENKRUPP Ascenseurs



Ob kostenloses Preisangebot für Treppenlifte oder Besuch,
Rufen Sie uns einfach an: 40.08.96

THYSSENKRUPP ASCENSEURS S.à r.l.
22, Rue Edmond Reuter, L-5326 Contern
Tel.: 40.08.96, E-mail: luxembourg@thyssenkrupp.com

 **ThyssenKrupp**

Foyer de jour CGFP

Kaweechelchen

36, rue J. B. Esch — L-1473 Luxembourg
Tél.: 25 03 54 — Fax: 25 28 84

Pour tout renseignement s'adresser à
Mme Renée Groff, directrice




Ihre Berufsvertretung



Cours de formation et d'appui scolaires



Cours d'appui, de rattrapage, de révision et de méthodologie pour les élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique luxembourgeois

Inscription et informations
(du lundi au vendredi de 09h30 à 11h30): 26 77 77 77

afas@cgfp.lu
http://www.cgfp.lu/cgfp_services

AFAS **CGFP** 
Association de Formation
et d'Appui scolaires a.s.b.l.



**pour une
fonction
publique**

- ▶ **indépendante,**
- ▶ **unie**
- ▶ **et solidaire**

**Stehen Sie nicht
im Abseits –
Werden Sie noch
heute Mitglied der**



Die CGFP bietet:

- ✓ **Wirksame Berufsvertretung, besonders Ihrer moralischen und materiellen Interessen und erworbenen Rechte**
- ✓ **Gratisabonnement auf die Verbandszeitung „fonction publique“**
- ✓ **Kostenlose juristische Beratung in Beamtenrechtsfragen**
- ✓ **Kostenlose Auskunft und Unterstützung in Gehalts-, Pensions-, Krankenkassen- und Steuerangelegenheiten**

sowie ein umfassendes Dienstleistungsangebot:

- ✓ CGFP-Bausparen (mit Sofortkredit)
- ✓ CGFP-Versicherungen (alle Sparten)
- ✓ Krankenzusatzversicherung
- ✓ CGFP-Sterbekasse (mit Zugang zur „Caisse chirurgicale“)
- ✓ Zusatzpensionsversicherung
- ✓ Service CGFP de Placement (Geldanlage)
- ✓ CGFP-Konsumkredit („petits prêts“)
- ✓ Fondation CGFP de Secours / CGFP-Hilfswerk
- ✓ CGFP-Reiseagentur Lux Voyages
- ✓ Kindertagesstätte „Kaweechelchen“
- ✓ CGFP-Nachhilfevermittlung für die Sekundarstufe „AFAS“

Und so einfach geht's:

Untenstehende Karte ausfüllen und einsenden an:

CGFP

Boîte postale 210
L-2012 Luxembourg

**CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE
DE LA FONCTION PUBLIQUE**
Boîte postale 210
L-2012 LUXEMBOURG

.....
CGFP

Déclaration d'adhésion

Je soussigné(e) déclare par la présente que j'adhère à la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP.

J'autorise le Bureau Exécutif de la CGFP à prélever sur mon compte-courant le montant de la cotisation annuelle.

Nom et prénom:

Domicile: Code postal no

Rue: no

Administration/Service:

Fonction: Date de naissance:

CCP ou
compte bancaire no: IBAN LU

....., le

.....
(signature)

REMARQUE: La cotisation annuelle, qui est actuellement fixée à 55,00 € (retraités/veuves: 35,00 €), comprend l'abonnement au périodique «fonction publique» et donne droit à toutes les prestations de la CGFP.

Apple iPad



Votre spécialiste Apple au Luxembourg

Luxembourg-Ville | Esch-sur-Alzette | City Concorde | Galerie Auchan
T +352 44 68 44-1 | mail@lineheart.lu | www.lineheart.lu

LINEHEART
CITY



iPad Smart Cover is sold separately. TM and © 2014 Apple Inc. All rights reserved.réservés.

snaidero
CUCINE PER LA VITA

by

KITCHEN Store

204 route d'Arlon • L-8010 STRASSEN
Tél. : 26 11 98 50 • Fax : 26 11 98 51
www.kitchenstoreluxembourg.com



An elo geschwë fannt Dir bei Kitchen Store och

Elektresch Kichenapparate vu **KitchenAid**, well **KitchenAid** ass net nëmmen de Fabrikant vun der bekannter Kichemaschinn! An hirem Assortiment fannt Dir och Äre Bakuewen, oder en Uewen fir Preparatioune sous-vide, e KILLSchaf oder eng Spullmaschinn (déi éischt gouf viru 70 Joer vun dëser Mark gebaut!), awer och all aner Apparater, déi an Ärer Top-Kichen net däerfe fehlen.



Eng Kiche kënn Dir zwar a ville Butteker fannen, mais bei eis kritt Dir d'handwierklech Konscht derbäi, an dat zu engem Präis, dee sech net verstoppe muss.



- eine Erfolgsgeschichte

- parteipolitisch unabhängig
- ideologisch neutral
- repräsentativ
- dynamisch
- erfolgreich
- 28 000 Mitglieder

Ihre Berufsvertretung

Der Allgemeine Staatsbeamtenverband

Eine Frage, die Sie sich stellen sollten:

Was wäre der öffentliche Dienst ohne CGFP?

Ein Nebeneinander von Einzelgruppierungen, ohne Kraft, ohne Gewicht, ausgeliefert, verschaukelt...

Die Probleme des öffentlichen Dienstes werden nicht durch Einzelgruppierungen gelöst, denen der Sinn für das Ganze, für die Gemeinschaft fehlt, und die den wahren Interessen der Staatsbeamten und -angestellten einen schlechten Dienst erweisen.

Denn was würde eine heillos zerstrittene öffentliche Funktion auf der gewerkschaftlichen Szene gegenüber den großen Verbänden und Blöcken des Privatsektors darstellen, für die die öffentlichen Bediensteten nur Ultrakorporatisten und Privilegierte sind?

Die öffentliche Funktion wäre zur Bedeutungslosigkeit degradiert – ein Schlachtfeld von sich gegenseitig überbietenden Einzelgruppierungen. Sie würde zum Spielball der parteipolitischen und ideologischen Auseinandersetzungen. Dem staatlichen Arbeitgeber hätte sie nichts entgegenzusetzen.

Die CGFP ist die vereinende Kraft, der gemeinsame Nenner aller Staatsbeamten und -angestellten und ihr gewerkschaftliches Zuhause. Eine Kraft, die den sozialen Besitzstand verteidigt und den Fortschritt gewährleistet.

Ja, was wäre der öffentliche Dienst ohne CGFP?



**die einzige gewerkschaftliche Kraft
innerhalb der öffentlichen Funktion**



3% CGFP-Exklusiv-Rabatt*

LUX VOYAGES

Myanmar

– „eine Schönheit, die dich betäubt und atemlos macht“



So umschreibt Rudyard Kipling das fernöstliche Traumland Myanmar. Das koloniale Yangon, die alte Königsstadt Mandalay, die Pagodenfelder in Bagan, der malerische Inle-See, der legendäre Ayeyarwady-Fluss ... auf dieser Privatreise folgen Sie den Spuren des Dschungelbuch-Autors und spüren schon bald, warum Märkte, Pagoden und Tempel eine solche Faszination auf ihn ausgestrahlt haben. Seit zwei Jahren ist Myanmar zudem auf dem Weg zur Demokratie und folglich ist vieles in Bewegung. Überzeugen Sie sich selbst während dieser Privatreise und erliegen Sie der Faszination Myanmars!

Reisepreis: ab 3.697€ / Person im DZ, inklusive

- Langstrecken- und Inlandsflüge in der Economy-Class
- Transfers/Rundreise/Ausflüge in landestypischen Fahrzeugen mit Klimaanlage
- Bootsfahrten laut Programm
- 11 Hotelübernachtungen (First Class Hotels) inkl. Frühstück (teilweise auch in Mittelklasse oder Deluxe-Kategorie möglich)
- Besuch eines traditionellen Marionettentheaters
- Schwimmende Gärten auf dem Inle-See
- Alle Eintrittsgelder
- Komplettes Besichtigungsprogramm laut Reiseverlauf
- Deutsch sprechende Gebeco-Reiseleitung
- Umfangreiche Gebeco-Reiseinformationen
- Ausgewählte Reiseliteratur

Gerne beraten wir Sie und stellen Ihnen die ausführliche Reisebeschreibung dieser und einer Vielfalt anderer Fernost-Reisen vor. Wenden Sie sich einfach an Lux Voyages, Ihre CGFP-Reiseagentur.

*exklusiv für CGFP-Mitglieder; generell auf allen Pauschalreisen, Kreuzfahrten, Hotel- und Mietwagenreservierungen.

LUX VOYAGES s.à r.l.
 25-A, boulevard Royal
 L-2449 Luxembourg
 Tel.: 47 00 47 • Fax: 24 15 24
luxvoyages@cgfp.lu



Mehr IQ für mehr qm!

Mit BHW zuverlässig in die eigenen vier Wände

Wohneigentum ist alles: Vermögensaufbau, Anlageoptimierung, solide Altersvorsorge. Sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

Die CGFP ist der BHW Bausparpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.

 **BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg**
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, www.bhw.lu

